

*République du Sénégal*

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

---

**PRIMATURE**

---

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA  
PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES  
CONTRACTANTES DU GROUPE IV**

**AU TITRE DE LA GESTION 2009**

**RAPPORT DE REVUE POUR LE CONSEIL NATIONAL DE LUTTE  
CONTRE LE SIDA**

**C.N.L.S.**

**FEVRIER 2011  
(Version finale)**

**GLOBAL MANAGEMENT SERVICES**

**GMS Audit & Expertise**

*Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc*

*Imm Moustapha N°207, 2<sup>ème</sup> étage à gauche*

*Tel : Bureau : 33 867 68 00 / 33 867 68 02*

*Fax : 33 867 68 01*

*Mail : gmac@orange.sn*

---

## ***SOMMAIRE***

<b>1. NOTE DE SYNTHÈSE.....</b>	<b>5</b>
<b>1.1. DEROULEMENT DE LA MISSION .....</b>	<b>5</b>
1.1.1. CADRE DE L'INTERVENTION .....	5
1.1.2. MODALITES D'INTERVENTION.....	5
1.1.2.1. Audit passation des marchés .....	6
1.1.2.2. Support informatique.....	6
<b>1.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS.....</b>	<b>6</b>
<b>1.3. CONSTAT D'AUDIT .....</b>	<b>8</b>
1.3.1 ECHANTILLON .....	8
1.3.2. CONSTATS RELATIFS A LA PASSATION ET A L'EXECUTION DES MARCHES .....	9
1.3.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE .....	13
1.3.4. CONSTAT RELATIF A L'AUDIT PHYSIQUE .....	13
<b>1.4. RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>14</b>
1.4.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF.....	14
1.4.2. RECOMMANDATIONS SUR L'AUDIT DES MARCHES .....	14
1.4.3. RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE.....	16
1.4.4. RECOMMANDATIONS SUR L'AUDIT PHYSIQUE .....	16
<b>1.5. CONCLUSION.....</b>	<b>16</b>
<b>2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT .....</b>	<b>17</b>
<b>2.1. RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE.....</b>	<b>17</b>
2.1.1. CONTEXTE DE LA MISSION .....	17
2.1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION .....	18
2.1.3. TACHES ATTENDUES DU CONSULTANT .....	19
<b>2.2. METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE .....</b>	<b>21</b>
<b>2.3. DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT .....</b>	<b>22</b>
2.3.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES .....	22
2.3.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES .....	23
2.3.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	23
<b>2.4. CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT .....</b>	<b>23</b>
2.4.1. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DES ASPECTS LIES A LA PASSATION DES MARCHES.....	23
2.4.1.1. Correction de l'échantillon initial.....	24
2.4.1.2. Description de l'échantillon d'audit .....	25
2.4.2. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	29
<b>3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES .....</b>	<b>31</b>

<b>3.1. RAPPEL.....</b>	<b>31</b>
3.1.1. REGLEMENTATION EN VIGUEUR .....	31
3.1.2. PROCEDURES.....	32
<b>3.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES .....</b>	<b>32</b>
3.2.1. PRESENTATION DU CNLS.....	32
3.2.2. FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF DES MARCHES DU CNLS .....	34
 <b>4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES.....</b>	 <b>36</b>
 <b>4.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....</b>	 <b>36</b>
4.1.1. ACQUISITIONS DIRECTES NON AUTORISEES PAR LA DCMP EN VIOLATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 76 DU CMP.....	36
4.1.2. APPELS D'OFFRES OUVERTS (AOO) .....	37
4.1.3. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP) .....	51
4.1.4. PRESTATIONS INTELLECTUELLES (PI) .....	69
<b>4.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE .....</b>	<b>76</b>
4.2.1. CONSISTANCE DES TRAVAUX D'AUDIT DU VOLET FINANCIER .....	76
4.2.2. CONSTAT D'AUDIT SUR LE VOLET EXECUTION FINANCIERE .....	76
<b>4.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....</b>	<b>76</b>
 <b>5. RECOMMANDATIONS .....</b>	 <b>79</b>
 <b>5.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES .....</b>	 <b>79</b>
<b>5.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES .....</b>	<b>80</b>
5.2. 1. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX AOO .....	80
5.2. 2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX DRP .....	80
5.2.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX PI .....	81
5.2.4. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU CLASSEMENT ET A L'ARCHIVAGE.....	82
<b>5.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'EXECUTION FINANCIERE .....</b>	<b>82</b>
<b>5.4. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'AUDIT PHYSIQUE .....</b>	<b>82</b>

## LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
CNLS	Conseil National de Lutte contre le SIDA
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
NA	Non applicable
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
PVR	Procès Verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques

## **1. NOTE DE SYNTHÈSE**

La note de synthèse ci-après résume le déroulement de la mission, son contexte et la méthodologie mise en œuvre. Elle présente également, pour le Conseil National de Lutte Contre le SIDA (CNLS), les constats relevés sur l'audit du dispositif des marchés ainsi que sur la passation et l'exécution des marchés. Enfin, elle dégage les axes de recommandations formulées à l'issue de nos travaux.

### **1.1. Déroulement de la mission**

#### **1.1.1. Cadre de l'intervention**

La présente mission confiée au Cabinet GMS Audit & Expertise concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes du groupe IV.

L'exercice d'audit a posteriori fait partie des mesures prioritaires de la réforme du système des marchés publics et s'entend donc comme l'un des instruments de la mise en œuvre des mesures décidées par le Gouvernement pour :

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

#### **1.1.2. Modalités d'intervention**

La mission a effectivement démarré dès la réception de l'ordre de service adressé par l'ARMP à notre Cabinet le 16 septembre 2010. Pour chaque AC, une équipe d'auditeurs composée d'un ingénieur polytechnicien spécialisé en passation de marchés, d'un expert comptable, d'un auditeur financier et d'assistants, a travaillé sur les aspects de la passation des marchés et de leur exécution financière ainsi que sur les aspects liés à la matérialité de la dépense et l'audit de l'exécution physique.

Ces équipes ont travaillé de façon autonome sur les dossiers constitutifs de l'échantillon. L'organisation a été faite, d'une part, de façon à faire circuler l'information au sein de chaque équipe et, d'autre part, à coordonner les interventions de terrain chaque fois que cela est nécessaire.

#### 1.1.2.1. Audit passation des marchés

En préalable à l'intervention des équipes, une session de formation avait été organisée à l'attention des auditeurs financiers afin qu'ils s'imprègnent de la méthodologie de l'audit et se familiarisent avec le Code des Marchés Publics. Cette formation a été suivie par un séminaire sur l'audit de l'exécution financière destiné aux auditeurs sous la supervision de la direction de la mission, afin d'assurer une parfaite assimilation de la méthode de travail par ceux-ci.

#### 1.1.2.2. Support informatique

Les auditeurs ont disposé d'un « masque de saisie » qui leur a permis de saisir toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés.

Dans un deuxième temps, toutes les données ont été centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente d'importants avantages pour la conduite des travaux d'audit de la passation des marchés :

- ☐ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur ;
- ☐ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ☐ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, au travers de la production de tableaux de synthèse, qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale, avec pour principaux avantages :
  - une aide à la décision/expression de l'opinion ;
  - une standardisation de la présentation des résultats ;
  - une production automatisée de statistiques.

### 1.2. Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics du CNLS se présentent comme suit :

#### ✓ Non-conformité de la composition de la Commission des Marchés

La composition de la Commission des Marchés crée par Notes de service N° 003/2010/SE/PM pour le Fonds Mondial et N°0004/2010/SE/PM pour le volet IDA n'est pas

conforme aux dispositions des articles 35 et suivants du Code des Marchés Publics pour les raisons suivantes :

- ✓ A la place de membres désignés nominativement, seuls des postes sont mentionnés comme composant la Commission ;
- ✓ Il n'existe pas de listes de membres suppléants dans les notes de services précités
- ✓ La présidence de la Commission doit être assurée par le représentant habilité de l'Autorité Contractante et non le représentant du Ministère de tutelle.

Par ailleurs, nous n'avons reçu aucune déclaration de prise de connaissance de la Charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics (Décret n° 2005-576 du 22 Juin 2005) signée par les membres de la Commission avant le démarrage de leurs activités.

Nous rappelons que les copies des actes de nomination des membres titulaires de la Commission des Marchés et de leurs suppléants doivent être communiquées à l'ARMP et à la DCMP au plus tard le 05 janvier de chaque année (art.6 de l'arrêté n°11588 du 28/12/2007 pris en application de l'article 31-1 du CMP).

#### ✓ **Non mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés**

Une Cellule de Passation des Marchés n'existe pas au sein du CNLS pour la conduite des processus de passation des marchés conformément aux articles 35 et suivants du Code des Marchés Publics.

A la place, les services d'un consultant en passation des marchés sont sollicités pour l'élaboration des dossiers et la conduite du processus de passation des marchés.

#### ✓ **Rapports périodiques non élaborés**

En l'absence de Cellule de Passation des Marchés, les rapports trimestriels prévus par les dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances, n'ont pas été produits au cours de la gestion 2009.

Ces rapports trimestriels portant sur la passation et l'exécution des marchés à l'attention de l'Autorité contractante devaient être transmis à la DCMP et à l'ARMP.

De même le Rapport annuel sur les marchés publics de l'année 2009 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2010, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, n'a pas également été produit.

Ce rapport sur l'ensemble des marchés publics passés au cours de l'année précédente devrait contenir entre autres informations, la liste des entreprises défaillantes, la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

Ce rapport est destiné à l'Autorité contractante et à l'ARMP.

✓ **Plan de Passation des Marchés (PPM)**

Le CNLS a établi pour l'année 2009 deux (2) Plans de passation des marchés pour le Fonds Mondial et le projet IDA en vertu des dispositions des articles 6 et 56 du Code des Marchés Publics.

Cependant, nous n'avons pas pu obtenir la preuve que ces PPM ont fait l'objet de publication avant le 31 janvier de l'année prévue et donc du respect des dispositions de l'article 6 du Code en matière de publication par le CNLS.

De même, le plan figurant dans le site de l'ARMP diffère de ceux mis à notre disposition.

### **1.3. Constat d'audit**

#### **1.3.1 Echantillon**

L'échantillon d'audit a été bâti sur la base des propositions contenues dans les termes de références (TDR) de la mission. Pour s'assurer de l'exhaustivité des listes de marchés et DRP produites par l'AC, l'équipe a sollicité et obtenu du CNLS ses états financiers pour l'année 2009, la balance générale et le grand livre.

Les contrôles sur ces documents comptables ont permis de relever des dépenses effectuées par entente directe d'un montant total de six cent soixante douze millions huit cent cinquante huit mille six cent soixante seize francs CFA (672 858 676 F CFA) sans avis de la DCMP en violation des procédures de passation prévues dans le Code des Marchés publics et de dépenses ayant fait l'objet de marchés mais non contenus dans la liste transmise par le CNLS.

Ces dépenses concernent principalement les achats de médicaments auprès de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement (PNA), les marchés de maintenance informatique de HIDS et de publi-reportage de la télévision WALF FADJRI.

Sur la base de ces corrections, l'équipe a travaillé sur les marchés passées par le CNLS au titre de l'exercice 2009 pour un montant de un milliard trois cent dix sept millions deux cent sept mille deux cent neuf francs (1.317.207.209) F CFA compte tenu des acquisitions corrigées ;

Ainsi notre échantillon de contrôle se présente comme suit :

- ✓ Dix (10) Appels d'Offres Ouverts (**AOO**) ;
- ✓ Quatre (4) Prestations Intellectuelles (**PI**) ;
- ✓ Quatorze (14) Demande de Renseignements et de Prix (**DRP**) ;



- ✓ Quatre (04) Ententes directes.

Par conséquent, le taux de couverture est de 100%.

L'audit physique pour s'assurer de la matérialité et de l'existence physique a porté sur 29% de la valeur de notre échantillon et concerne:

- ✓ un marché d'acquisition de soixante dix (70) ordinateurs ;
- ✓ un marché d'acquisitions de mobiliers de bureau en cinq (05) lots ;
- ✓ les trois (3) plus importants marchés de prestations intellectuelles.

### 1.3.2. Constats relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

Nous présentons ci-après les non conformités relevées par catégories de marchés :

#### ✓ **Dépenses effectuées directement sans procédure**

Les contrôles ont permis de relever les acquisitions qui n'ont pas été effectuées conformément aux procédures prévues par le CMP.

Ces dépenses, effectuées directement avec les fournisseurs, s'analysent comme suit :

Description	Fournisseur ou bénéficiaire	Montant en FCFA
<b>Achats de médicaments ARV</b>	PNA	665 858 676
<b>Publi-reportage</b>	WAL FADJRI	2 000 000
<b>Maintenance informatique</b>	HIDS	5 000 000
<b>TOTAL</b>		<b>672 858 676</b>

- Les Achats de Médicaments sont effectués directement à la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement(PNA) en vertu d'un protocole d'accord compte tenu de la sensibilité des produits et de l'exclusivité dans l'acquisition de ces produits conférée à cette structure.  
Ces achats ont été faits en accord avec les Directives de la Banque Mondiale qui autorisent les achats de médicaments auprès de la PNA jusqu'à Six Millions ( 6 000 000 \$ ) ;
- Le publi-reportage auprès de la télévision WAL FADJRI a été effectuée sans une procédure de consultation et de sélection, et une procédure identique aurait été initiée auprès des autres organes de presse pour assurer l'équité entre organes de presse ;

- Le contrat de maintenance informatique signé avec HIDS n'a respecté aucune procédure de sélection au motif que HIDS était le vendeur des logiciels utilisés par le passé par le CNLS et qu'il fallait en assurer la maintenance.

### ✓ Appels d'Offres Ouverts

Les non conformités relevées sur les appels d'offres ouverts se présentent principalement comme suit :

- *Non transmission des P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires*

Les procès-verbaux d'ouverture des plis n'ont pas été transmis aux soumissionnaires pour 100% des appels d'offres passés en revue en violation de l'article 67 du CMP.

Dans aucun des dossiers examinés, nous n'avons noté trace de la transmission desdits PV aux soumissionnaires.

- *Absence d'information aux soumissionnaires non retenus de rejet de leur offre et preuve non fournie de la restitution de leur garantie de soumission*

Dans aucun des dossiers examinés, nous n'avons trouvé la preuve d'une quelconque information destinée aux soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres.

- *PV d'ouverture et d'attribution unique pour trois (03) appels d'offres différents (acquisitions de kits de dépistage VIH ½, acquisition de consommables de suivi immunovirologique, achat de réactifs) ;*

Il a été dressé pour les besoins de trois (3) marchés différents, un seul procès verbal d'ouverture des plis et d'attribution sans que le PV d'ouverture des plis ne fassent référence aux offres reçues pour chaque marché ;

- *Mutation non justifiée de la Commission des Marchés sur certains AAO*

Sur dix (10) marchés examinés, nous avons relevé l'absence d'un représentant de la Primature sur les cinq (5) soit un taux 50% sans que cette mutation de la Commission des Marchés ne soit documentée dans le dossier, ni justifiée autrement.

- *Absence de cohésion du DAO relatif à l'achat de réactifs primaires pour lequel le montant de la garantie est contradictoire entre le DAO et l'avis d'appel d'offres*

Sur ce marché, le DAO est contradictoire à l'avis d'appel d'offres publié sur le montant de la garantie de soumission, ce qui pourrait invalider le marché.

Le DAO fixe la garantie de soumission à cinq cent mille francs (500.000 FCFA) alors que l'avis d'appel d'offres est à quatre cent mille francs (400.000 FCFA).

- *Non publication des avis d'attribution provisoire et définitif*

90 % des appels d'offres passés en revue au titre de la gestion 2009 n'ont pas fait l'objet de publication de l'avis d'attribution définitive, un seul marché sur dix (10) a fait l'objet d'un avis d'attribution définitive publié (achats de mobilier de bureau en cinq (5) lots).

Plus de 20% (deux (02) marchés sur dix (10)) des marchés passés sous revue n'ont pas fait l'objet d'avis d'attribution provisoire publié.

- *Non établissement de PV de réception pour la réception de matériel et utilisation de BR à la place ;*

Le CNLS n'a pas procédé sur aucun des marchés examinés à établissement d'un procès verbal de réception des biens et des services achetés mais s'est contenté de viser conforme les bons de livraison délivrés par les fournisseurs.

- *Non archivage des dossiers des soumissionnaires non retenus*

Sur aucun des dossiers examinés parmi les dix (10) AOO identifiés, il n'a été retrouvé les dossiers de soumission des candidats non retenus, seules les offres des candidats retenus sont conservées dans le dossier du marché.

- *Elimination de candidats sur la base de critères contraires à la réglementation*

Le comité d'évaluation des offres a rejeté sur un marché l'offre d'un soumissionnaire au motif que le chèque de caution de soumission n'était pas valide alors que le marché est inférieur au seuil fixé par l'Arrêté N° 11583 du 28/12/2008 (Marché d'achat de substitut de lait maternel).

✓ **Demande de Renseignements et de Prix (DRP)**

Les non conformités relevées sur les DRP se présentent principalement comme suit :

- *Non inscription au PPM*

Bien que cette étape ne soit pas une obligation, l'inscription des DRP au PPM constitue une bonne pratique.

Cette pratique n'a pas été constatée pour la quasi totalité des DRP passées par le CNLS au cours de l'année 2009.

- *Dépassement du seuil d'application de la procédure de DRP*

Le CNLS a fait recours à la procédure de DRP pour le marché de COMPUSYS pour un montant de vingt millions cinq cent soixante dix neuf mille deux cents francs (20 579 200) F CFA TTC alors que le seuil prévu par la réglementation était dépassé pour ce marché.

Ce marché aurait dû faire l'objet d'un appel d'offres ouvert avec un DAO complet.

- *Ouverture des plis en séance publique*

Cette étape n'est pas une obligation mais elle constitue une bonne pratique.

Sur aucune des DRP examinées, l'ouverture des plis ne s'est faite en séance publique.

- *L'absence de Publicité des DRP lancées*

Il n'existe pas systématiquement de preuve démontrant que les lettres d'invitation ont été envoyées aux candidats et reçues effectivement par ceux-ci

Les lettres d'invitation contenues dans la plupart des dossiers DRP ne comportent pas d'accusé de réception des candidats sélectionnés.

- *Dépouillement des offres par une Commission non conforme :*

L'essentiel des DRP ont été dépouillées par une Commission non conforme à la Commission mise en place par Notes de service au sein du CNLS et les décisions d'attribution ont été prises soit par le seul Secrétaire exécutif ou la Commission non conforme (SEA/RAF/Chargé du FM Pharmacien/Consultant SPM).

- *Absence d'information aux candidats non retenus à une DRP ;*

La circulaire N° 004/PM/CAB CP du 31 mars 2009 bien que ne rendant pas obligatoire la publication d'un avis d'attribution telle décrite par les articles 81 et 83 du Décret N° 2007-545 du 25 avril 2007, rend obligatoire l'information par écrit des soumissionnaires non retenus.

Sur aucune des DRP passées en revue, nous n'avons relevé une telle information.

- *Absence de preuve de la notification du marché aux candidats retenus*

La lettre de notification figurant dans l'essentiel de dossiers ne comporte pas de mention de l'accusé de réception par le candidat, souvent des lettres de notification sans papier entête ou par mail sont envoyés sans preuve de la réception par le candidat.

✓ *Existence de plusieurs DRP pour les mêmes besoins : Cas des achats réactifs, de matériel de bureau, de confection de brochures et d'affichettes et d'impression de T-shirts ;*

Il a été relevé des cas de fractionnement par plusieurs DRP pour les mêmes besoins dont le montant global aurait dû faire l'objet d'un appel d'offres : c'est le cas de réactifs deux (02) DRP, du matériel de bureau (deux (2) DRP), de la confection de brochures et affiches deux (02) DRP et de l'impression de t-shirts (deux(2) DRP).

### ✓ Prestations intellectuelles

Les non conformités relevées pour les prestations intellectuelles se présentent principalement comme suit :

- *Absence d'appel public à manifestation d'intérêt pour le marché d'évaluation de la qualité de la prise en charge des infections sexuellement transmissibles (IST) au Sénégal et non respect de la procédure de marché de prestation intellectuelles ;*
- *Absence de preuve de la réception des invitations sur deux (2) marchés pour lesquels les invitations ont été faites par mail : base de données des recherches et d'un agenda de recherches et évaluation de la qualité de la prise en charge des IST au Sénégal*
- *Non respect par le CNLS de l'obligation d'informer les candidats non retenus sur tous les marchés de prestations intellectuelles ;*
- *Absence d'inscription des marchés de prestations intellectuelles dans le PPM : seuls les marchés d'enquêtes et études sans autre précision ont été inscrit sur le PPM 2009.*

#### 1.3.3. Constats relatifs à l'exécution financière

Les non conformités relevées sur l'exécution financière des marchés concernent pour quasiment tous les marchés l'absence de procès verbal de réception ou de bon de réception pour les biens acquis par le CNLS.

La pratique consiste plutôt au niveau du CNLS à viser les bons de livraison des fournisseurs pour attester de la conformité des services et des biens.

De même, il n'est pas établi systématiquement de bon de commande ou d'ordre de service par le CNLS pour déclencher la commande et ouvrir le décompte des délais de livraison et donc du calcul des intérêts de retard.

Souvent, seul le contrat ou la lettre de marché figure dans le dossier pour justifier cette commande.

#### 1.3.4. Constat relatif à l'audit physique

Nos constats sur l'audit physique portant principalement pour le marché en cinq (5) lots sur :

- l'absence de PV de réception pour l'ensemble des lots ;
- l'impossibilité de procéder à l'inspection physique de manière exhaustive sur l'ensemble des 5 lots du fait des conditions d'entreposage et de conditionnement et

de l'impossibilité d'identifier convenablement les articles contenus dans tous les lots ;

#### 1.4. Recommandations

A la suite des constats relevés, les recommandations suivantes peuvent être formulées :

##### 1.4.1. Recommandations sur le dispositif

- ✓ la mise en conformité de Commission des Marchés aux dispositions du Code et le pourvoi des membres suppléants;
- ✓ la mise en place d'une Cellule de Passation de Marchés et la préparation des rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés doit établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances ;
- ✓ la signature de la déclaration de prise de connaissance de la Charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics par tous les membres titulaires et suppléants de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés ;
- ✓ l'élaboration de rapport annuel sur les marchés par la Commission des Marchés ;
- ✓ l'élaboration chaque année d'un Plan de Passation des Marchés conformément aux dispositions du CMP et de l'obligation du dépôt avant le 31 janvier soit satisfaite.

##### 1.4.2. Recommandations sur l'audit des Marchés

Les recommandations sur l'audit des marchés se présentent comme suit :

#### ✓ Entente directe

Pour les marchés passés par entente directe, nous recommandons :

- de respecter les dispositions du Code des Marchés en sollicitant un avis de la DCMP,
- de justifier le caractère complémentaire par rapport à un marché initial passé par appel d'offre et dont il ne peut être techniquement et économiquement séparé (marché HIDS) ;
- de privilégier le recours à la concurrence à chaque fois que cela est possible.

#### ✓ Appels d'Offres Ouverts

Nos recommandations sur les marchés par appels d'offres ouverts portent sur :

- le respect de l'obligation de remise ou de transmission des P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires comme préconisée par l'article 67 du Code ;
- le respect de l'obligation d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre selon les dispositions de l'article 81 du Code ;
- le dressement d'un PV d'ouverture et d'attribution pour chaque marché lancé ;
- le respect de la composition de la Commission des Marchés dans les ouvertures de plis ou la justification motivée de la mutation de la composition de cette Commission ;
- le respect de la cohérence entre les données du DAO et de l'avis d'appel d'offres en termes de garantie et de délais ;
- le respect de l'obligation de publication des avis d'attribution provisoire et définitive en vertu des dispositions des articles 56 et 84 du Code des Marchés Publics ;
- la nécessité de l'archivage des dossiers des soumissionnaires non retenus pour le contrôle a posteriori des marchés.

✓ **Demande de Renseignements et de Prix**

Nos recommandations sur les marchés par DRP portent sur :

- la nécessité d'inscrire au PPM les DRP (Bonne pratique) ;
- le respect des seuils de passation de marchés et d'application de la procédure de DRP ;
- le respect de l'obligation d'ouverture des plis en séance publique ;
- l'observation d'une publicité des DRP lancées ;
- le respect de la composition des membres de la Commission des Marchés pour le dépouillement des offres ;
- le respect de l'obligation d'informer les candidats non retenus à une DRP ;
- la justification de la notification du marché aux candidats retenus ;
- le recours aux appels d'offres à la place de plusieurs DRP pour les mêmes besoins.

✓ **Prestations intellectuelles**

A la suite des constats faits sur les marchés de prestations intellectuelles, nous formulons les recommandations suivantes :

- Respecter la procédure de marché de prestation intellectuelle en procédant à la présélection des candidats au moyen d'appel public à manifestation d'intérêt lorsque le seuil est atteint ;
- S'assurer que les dossiers de consultations envoyés aux candidats présélectionnés sont bien réceptionnés en exigeant un accusé de réception (Cas des consultations par mail et courrier) ;
- Respecter l'obligation d'informer les candidats non retenus à la fin de la consultation ;
- Inscrire les marchés de prestations intellectuelles dans le PPM de façon claire et non équivoque.

#### 1.4.3. Recommandations sur l'exécution financière

La forte recommandation concernant l'exécution financière porte principalement sur la nécessité de dresser des procès verbaux de réception ou des attestations de service fait pour attester de la réception des biens et services et justifier des règlements effectués.

Elle consiste également à systématiser le bon de commande ou l'ordre de service fait au fournisseur pour une correcte détermination des délais de livraison et donc des éventuelles pénalités de retard.

#### 1.4.4. Recommandations sur l'audit physique

Nos recommandations sur l'audit physique portent sur la nécessité pour la CNLS de prévoir une Commission de réception qui contrôle la conformité des réceptions et qui dresse à chaque occasion un procès verbal.

Elle porte également sur l'importance de pouvoir procéder à un inventaire physique à tout moment afin de s'assurer de la réalité physique au niveau du CNLS des biens commandés et reçus.

### 1.5. Conclusion

A notre avis, à l'exception des points évoqués aux paragraphes 1.2 et 1.3 ci-avant, le CNLS s'est conformé de façon assez satisfaisante pour la gestion 2009, aux dispositions et procédures de passation et d'exécution des marchés édictées par le Décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics.



## 2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

### 2.1. Rappel des termes de référence

#### 2.1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les Directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'Autorité Administrative Indépendante (AAI), distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, Autorité Administrative Indépendante (AAI) dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, **à la fin de chaque gestion budgétaire**, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes.

La revue effectuée par le Cabinet GMS Audit & Expertise conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification nécessaires et pertinents. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément

aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats.

Nous estimons que les contrôles effectués fournissent une base raisonnable aux constats et recommandations formulées dans le présent rapport.

### 2.1.2. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des Autorités Contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites Autorités Contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ✓ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque Autorité Contractante** ;
- ✓ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP ;
- ✓ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✓ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des Autorités Contractantes, le Consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✓ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'Autorité Contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le Consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'Autorité Contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;

- ✓ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette Direction ;
- ✓ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✓ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le Consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue, d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'Autorité Contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✓ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des Commissions internes de marchés, des Cellules de Passation de Marchés et des différents contrôles internes ;
- ✓ formuler des recommandations pour le futur.

### 2.1.3. Tâches attendues du Consultant

D'une manière générale, l'audit concerne les aspects suivants : la passation des marchés, l'exécution financière et l'exécution technique.

Plus particulièrement, l'auditeur indépendant est appelé à :

- ✓ vérifier, au sein des Autorités Contractantes (pour les Ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés soumis à l'application du CMP), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement ( des ressources internes et des ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des Ministères ; budget des organismes rattachés aux Ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales),
- ✓ formuler des recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.

A cet égard, il devra notamment :

- a) en début de mission, sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
  - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des Demandes de Renseignements et de Prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à dix (10), la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Pour chacune des deux (02) premières catégories de marchés ci-dessus, le Consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

b) vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon :

- publicité préalable,
- dossier de consultation,
- validité de la méthode de passation choisie,
- couverture budgétaire,
- rapports d'évaluation des offres,
- traitement des plaintes,
- délais de passation,
- délais de publication des attributions,
- contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés,
- délais des paiements,
- respect des délais d'exécution,
- respect des procédures de réception, etc. ;

A chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;

c) examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que :

- l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés,
- l'attribution aux moins disants qualifiés,
- le non fractionnement de marchés,
- les conditions préalables de mise en concurrence,
- les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats,
- l'approbation des marchés par les autorités compétentes,

- les éléments constitutifs des cahiers des charges,
  - les seuils des avenants,
  - le respect des délais d'exécution,
  - les cas de résiliation, etc. ;
- d) établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e) analyser l'organisation en général des structures (ressources humaines, procédures, système de suivi et de contrôle, etc.) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier et diagnostic approfondi des Cellules et Commissions des Marchés ;
- f) faire des vérifications sur :
- l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires ;
  - la production des cautions d'avance de démarrage et des cautions de bonne exécution ;
  - l'émission des ordres de service s'agissant des travaux ;
  - la réception par les Commissions ad-hoc des travaux et fournitures ;
  - la mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics et des Agences ;
  - la tenue des registres de marchés, côtés et paraphés, mis à jour ;
  - l'application des pénalités de retard prévues ;
- g) examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'Autorité Contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- h) formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP;
- i) en fin de mission, assurer une formation de deux (02) jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice de cinq (5) experts de l'ARMP et cinq (5) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions;

Le Consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des Autorités Contractantes concernées.

## 2.2. Méthodologie de mise en œuvre

Selon les termes de référence, l'objet principal de la mission consiste à vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés publics. Nous considérons que la méthodologie devrait être basée d'une part, sur la réglementation en vigueur au Sénégal pour la période sous revue (rappelée au chapitre 3.1.1.) et, d'autre part, sur les différentes étapes de la passation des marchés (la définition des prestations, la mise en concurrence, la conclusion du contrat) et de leur exécution.

Sur cette base, la méthodologie retenue par le Cabinet est la suivante :

- Prise de contact avec les AC et obtention des documents nécessaires pour réaliser la mission;
- Contrôle de l'exhaustivité des marchés;
- Echantillonnage des marchés ;
- Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux ;
- Audit physique des marchés échantillonnés ;
- Rédaction des rapports provisoires et restitution à l'AC;
- Transmission des rapports provisoires aux AC pour observations ;
- Transmission des rapports provisoires à l'ARMP pour validation ;
- Rédaction des rapports définitifs avec les observations de l'AC.

### **2.3. Description des travaux d'audit**

#### **2.3.1. Audit de la passation des marchés**

- **Prise de connaissance**

Une lettre a été envoyée à la date du 23 septembre 2010 au CNLS pour obtenir des statistiques sur les marchés passés en 2009 et demander une date de rencontre pour démarrer la mission. La structure a répondu à cette lettre en nous transmettant les statistiques demandées. Ainsi, elle a mis à notre disposition les documents suivants :

- ☒ Liste des marchés pour 2009 ;
- ☒ Etats financiers de la structure, balance générale, grand livre et rapport du Commissaire aux comptes pour l'exercice 2009.

Une réunion de démarrage de la mission a ensuite été organisée avec l'Autorité Contractante.

- **Contrôle de l'exhaustivité des marchés**

Des contrôles ont été effectués au niveau du CNLS pour nous assurer de l'exhaustivité des marchés qui nous ont été communiqués.

Ainsi, un recensement des marchés a été effectué et une validation faite par des rapprochements avec les états financiers (balances auxiliaires des comptes fournisseurs, extraits de grands livres, etc.).

- **Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux**

Les contrôles des marchés échantillonnés ont porté notamment sur les différents aspects de la procédure de passation des marchés décrits dans les termes de référence de la mission sur la base des outils fournis par l'ARMP.

### 2.3.2. Audit de l'exécution financière des marchés

Les travaux d'audit relatifs à l'exécution financière des marchés du CNLS visent à vérifier le respect des procédures relatives à, d'une part, l'engagement, le contrôle et la certification du service fait et, d'autre part, la liquidation et le paiement des dépenses, afin de s'assurer que les règlements émis sont justifiés et que les fonds alloués ont été utilisés aux seules fins prévues.

Nous avons donc recueilli directement auprès du CNLS les dossiers de paiement instruits par le service comptable attaché à la structure.

### 2.3.3. Audit de l'exécution physique des marchés

Le contrôle physique porte pour les marchés sélectionnés, sur les aspects suivants, sans que cette énumération ne soit limitative :

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justifications technique et financière des avenants et ordres de services signés.

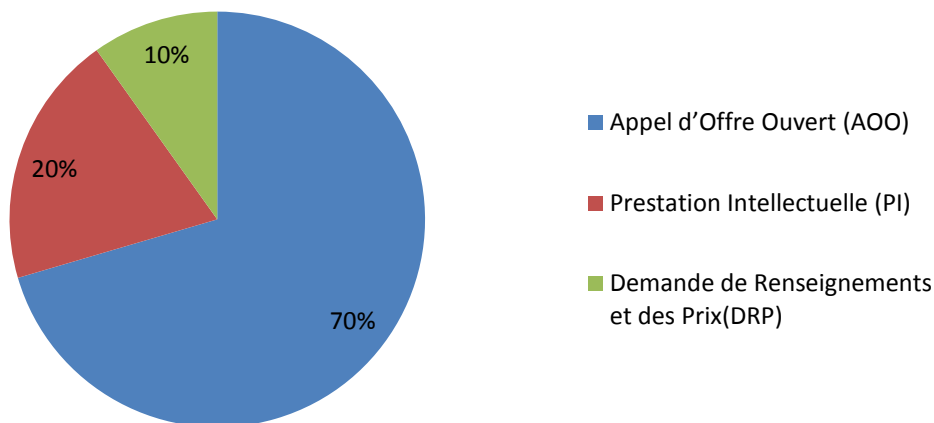
## 2.4. Constitution de l'échantillon d'audit

### 2.4.1. Echantillon pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés

Nous présentons ci-dessous les statistiques sur les marchés transmises par le CNLS qui constitue l'échantillon d'audit initial :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2009	
	Nombre	Montant
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	9	398 729 289
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	-
Prestation Intellectuelle (PI)	3	111 408 450
Demande de Renseignements et des Prix (DRP)	9	55 795 263
Entente Directe (ED)		-
<b>TOTAL</b>	<b>21</b>	<b>565 933 002</b>

## COMPOSITION DE L'ECHANTILLON



### 2.4.1.1. Correction de l'échantillon initial

Comme indiqué dans notre méthodologie, nous avons effectué des travaux sur les états financiers du CNLS concernant l'exhaustivité des marchés transmis. Ces contrôles ont permis de relever :

- des acquisitions par entente directe non autorisée en violation des dispositions des articles 75 et 76 du CMP pour un montant de six cent soixante douze millions huit cent cinquante huit mille six cent soixante seize francs (672 858 676 F CFA) ;
- un AOO pour dix sept millions quatre cent quarante mille francs (17 440 000 F CFA) ;
- des DRP pour trente six millions quatre cent six mille trente et un francs (36 406 031 F CFA) ;
- une PI pour vingt quatre millions cinq cent soixante dix mille francs (24 570 000 F CFA).

Ces corrections ont donc été opérées sur la liste des marchés reçus de la structure.

Le tableau ci-après présente les acquisitions effectuées en violation des dispositions de l'article 76 du CMP :



Description	Fournisseur ou bénéficiaire	Montant en FCFA
Achats de médicaments ARV	PNA	665 858 676
Publi-reportage	WAL FADJRI	2 000 000
Maintenance informatique	HIDS	5 000 000
<b>TOTAL</b>		<b>672 858 676</b>

#### 2.4.1.2. Description de l'échantillon d'audit

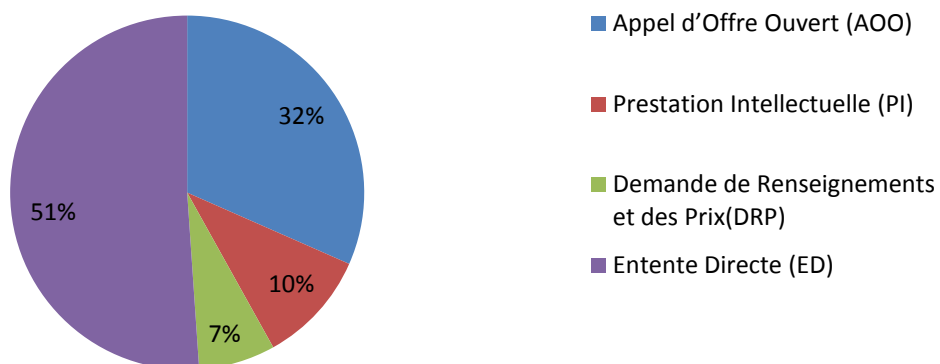
Il a été fait conformément aux termes de référence de la mission. Les travaux du Cabinet ont porté sur la sélection et la validation d'un échantillon de marchés représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés.

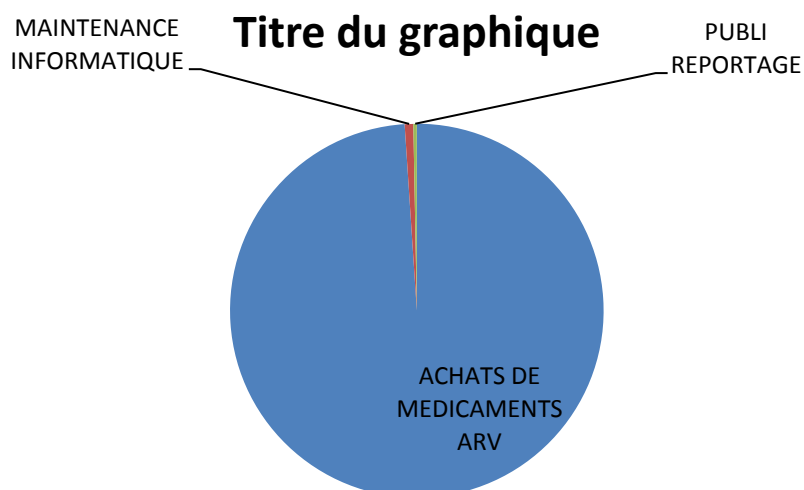
Pour le CNLS, notre échantillon a porté sur l'exhaustivité de :

- ✓ Dix(10) Appels d'offres ouverts (**AOO**).
- ✓ Quatre (4) Prestations intellectuelles(**PI**) ;
- ✓ Quatorze (14) Demandes de Renseignements et de Prix (**DRP**)
- ✓ Quatre (4) ententes directes

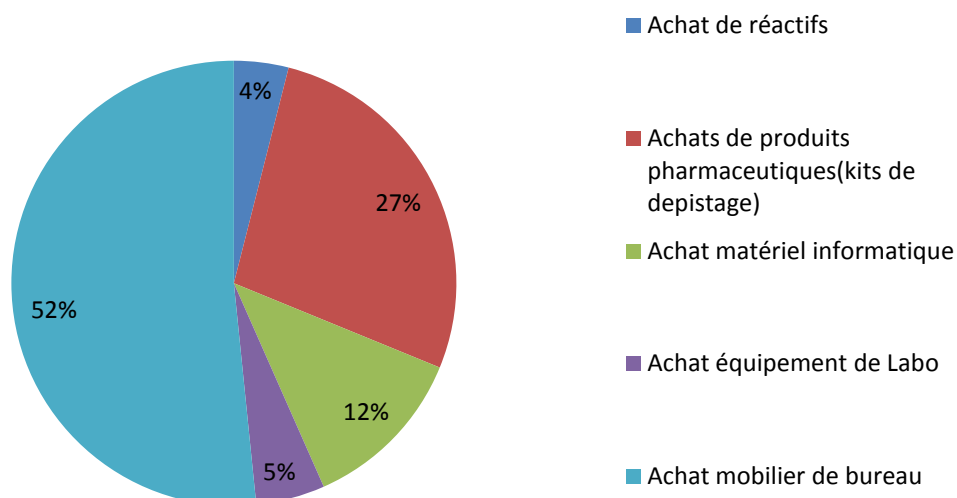
passées par le CNLS au titre de l'exercice 2009 pour un montant de six cent trente trois millions neuf cent huit mille cinq cent trente trois francs (633 908 533) F CFA) compte tenu des acquisitions corrigées par le Cabinet et réparti comme suit :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2009	
	Nombre	Montant
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	10	416 168 789
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	-
Prestation Intellectuelle (PI)	4	135 978 450
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	14	92 201 294
Entente Directe (ED)	4	672 858 676
<b>TOTAL</b>	<b>32</b>	<b>1 317 207 209</b>

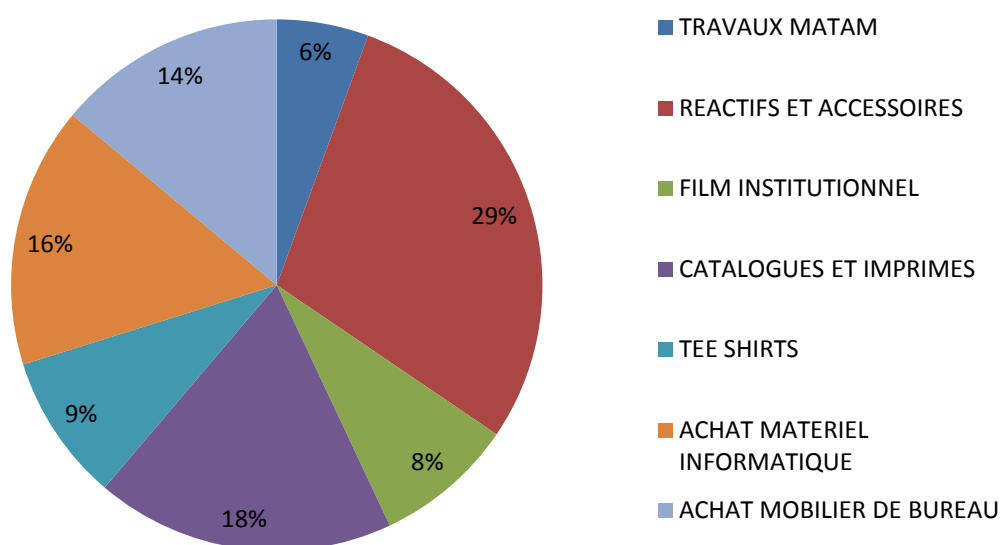
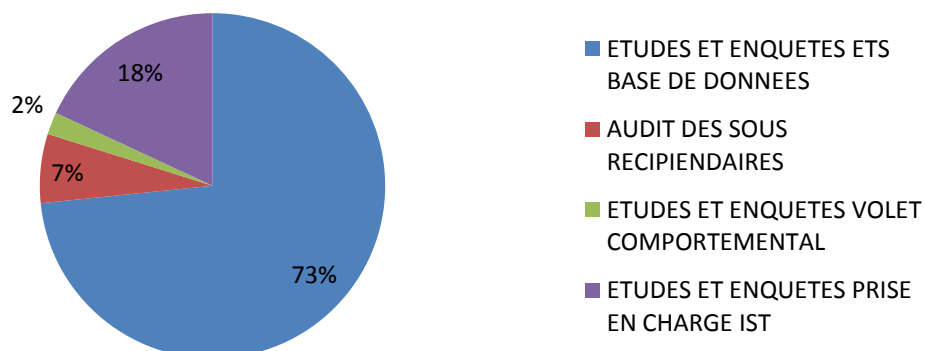
**COMPOSITION DE L'ECHANTILLON APRES CORRECTION**



### REPARTITION ECHANTILLON AAO



## REPARTITION ECHANTILLON DRP

REPARTITION ECHANTILLON PRESTATION  
INTELLECTUELLE

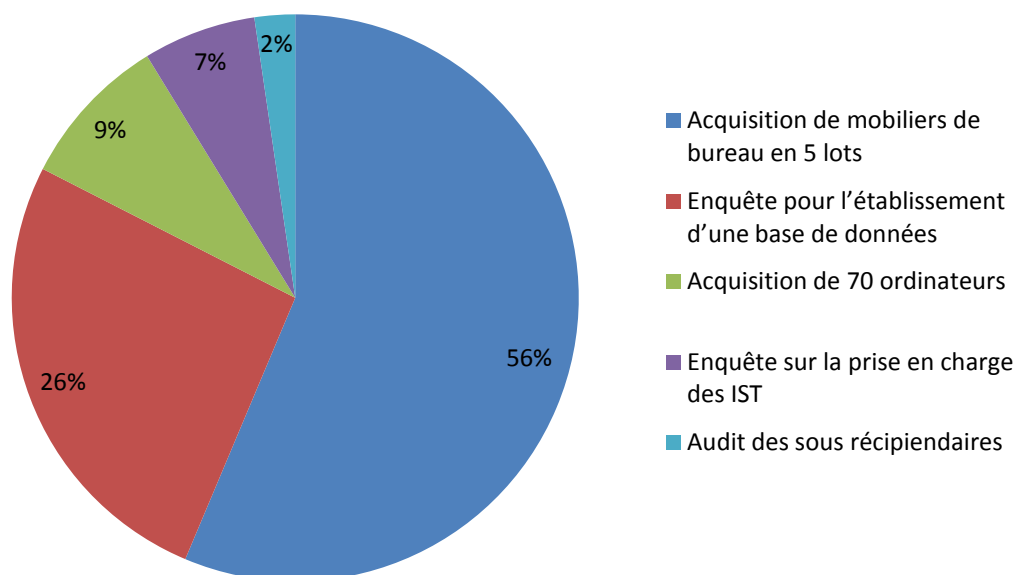
Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés déclarés au titre de la gestion 2009		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	9	398 729 289	10	416 168 789	100%	+100%
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	-	-	-		
Prestation Intellectuelle (PI)	3	111 408 450	4	135 978 450	100%	100%
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	9	55 795 263	14	92 201 294	100%	100%
Entente Directe (ED)			4	672 858 676	100%	100%
<b>TOTAL</b>	<b>21</b>	<b>565 933 002</b>	<b>32</b>	<b>1 317 207 209</b>	<b>+100%</b>	<b>+100%</b>

#### 2.4.2. Echantillon pour l'audit de l'exécution physique des marchés

L'échantillon retenu pour l'audit technique porte les deux (2) marchés d'acquisition de biens et trois (3) marchés de prestations intellectuelles représentant 29% de la valeur de notre échantillon soit trois cent quatre vingt et un million deux cent vingt trois mille sept cent cinquante sept francs ( 381 223 757) F CFA.

Ces marchés concernent :

- ✓ un marché d'acquisition de soixante dix (70) ordinateurs pour trente trois millions deux cent quatre vingt treize mille francs (33 293 000) F CFA ;
- ✓ Un marché d'acquisitions de mobiliers de bureau en cinq ( 5) lots pour un montant global de deux cent quatorze millions sept cent quatre vingt mille trois cent sept francs (214 780 307) FCFA);
- ✓ Un marché d'enquêtes pour l'établissement d'une base de données pour quatre vingt dix neuf millions sept cent quatre vingt mille quatre cent cinquante francs ( 99 780 450 FCFA.)
- ✓ un marché d'audit des sous récipiendaires pour huit millions huit cent mille francs (8 800 000 FCFA.)
- ✓ Un marché d'enquêtes sur la prise en charge des infections sexuellement transmissible (IST) pour vingt quatre millions cinq cent soixante dix mille francs (24 570 000 )F CFA.

**ECHANTILLON AUDIT PHYSIQUE**

### 3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

#### 3.1. Rappel

##### 3.1.1. Réglementation en vigueur

Nous avons effectué une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés à savoir :

- Directive n°4/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- Directive n° 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- Loi n°2006 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi n° 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Décret n°2003-101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- Décret n°2005 - 576 du 22 juin 2005 portant Charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- Décret n°2007 - 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics modifié ;
- Décret n°2007 - 546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- Décret n°2007 - 547 du 25 avril 2007 portant création de la DCMP ;
- Arrêté du Premier Ministre n° 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté n° 092 286 du 3 octobre 2007 du MEF portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- Arrêté n° 11 583 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11 584 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11 585 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;

- Arrêté n° 11 586 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux CPM et CM ;
- Arrêté n° 11 587 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 45 e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- Arrêté n°11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du CMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre n° 03 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre n°005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes.

### 3.1.2. Procédures

Le tableau ci-dessous rappelle les seuils applicables pour les différentes étapes de la procédure de passation des marchés.

#### Rappel des seuils applicables au CNLS en vertu de l'arrêté N°11 580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
<b>Fournitures</b>	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
<b>Travaux</b>	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
<b>Prestations Intellectuelles</b>	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
<b>Services</b>	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

## 3.2. Constats relatifs au dispositif des marchés

### 3.2.1. Présentation du CNLS

Le Conseil National de Lutte contre le SIDA (CNLS), a été créé par le Décret N° 2001 – 1063 du 10 décembre 2001 abrogé et remplacé par le Décret N° 2005 – 550 du 22 juin 2005.

#### ✓ Missions

Le décret de création du Conseil National de Lutte contre le Sida stipule, que sous l'autorité du Premier ministre, la structure est chargée d'assurer le suivi de la mise en œuvre du



Programme National Multisectoriel de Lutte contre le SIDA. Instance consultative d'orientation et de veille, le Conseil National de Lutte contre le Sida est notamment chargé :

- de veiller à la bonne exécution des décisions et recommandations issues de ses réunions, relatives au Programme National Multisectoriel de Lutte contre le SIDA ;
- de conseiller et d'assister le gouvernement dans la définition et l'orientation de la politique de lutte contre le SIDA et dans la recherche des voies et moyens pour sa mise en œuvre ;
- de procéder à l'étude des questions que le Président de la République, le Premier Ministre et les autres Institutions lui soumettent, dans le domaine de la Lutte contre le SIDA.

### ✓ **Organisation**

Le CNLS comprend :

- Le Premier Ministre (Président),
- Le Ministre de la Santé et de la Prévention Médicale (Vice Président),
- Les membres du Gouvernement, Les représentants du Congrès (Assemblée Nationale, Sénat),
- Le Secrétaire Exécutif du Programme National Multisectoriel de Lutte contre le SIDA,
- Le Coordonnateur de la commission mixte des partenaires au développement appuyant la lutte contre le SIDA,
- Le Président de l'Equipe Conjointe ONUSIDA,
- Le chef de file des partenaires du secteur de la santé,
- La Présidente de la Fédération Nationale des Groupements de Promotion Féminine,
- Le Président du Conseil des ONG luttant contre le SIDA,
- Le Président du Réseau des ONG intervenant dans la santé (Santé Sida et Population (RESSIP/CONGAD),
- La Présidente de l'Association des Femmes luttant contre le SIDA (SWAA),
- Le Président du Conseil National de la Jeunesse du Sénégal,
- Deux(2) représentants du Réseau des Personnes Vivant avec le VIH,
- Les Présidents des Associations des Présidents de Conseil Régional, de l'Association des Maires et de l'Association des Présidents de Conseil Rural,
- Deux (2) représentants de l'Alliance des Religieux contre le SIDA,
- Le Président du Réseau Sénégalais de Recherche sur le SIDA et enfin
- Deux (2) représentants du Secteur Privé.

L'organe national de coordination, de gestion et d'appui à l'ensemble des activités se rapportant au SIDA au Sénégal, et organe exécutif du Conseil National de Lutte contre le SIDA, est le Secrétariat Exécutif National dirigé par un Secrétaire exécutif.

Le Secrétaire Exécutif est nommé par Arrêté du Premier Ministre qui fixe l'organisation et le fonctionnement du Secrétariat Exécutif.

A cet effet, il décline la politique et les orientations du Gouvernement sénégalais et les opérationnalise à travers des Plans Stratégiques Nationaux de Lutte contre le SIDA, et veille à

son exécution. Il assure également le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des plans sectoriels et régionaux. Il est dirigé par un Secrétaire Exécutif en charge de la gestion stratégique de la lutte contre le SIDA.

### 3.2.2. Fonctionnement du dispositif des marchés du CNLS

Dans le cadre de la mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité du CNLS à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des Marchés Publics.

Nos travaux ont consisté :

- ✓ à vérifier l'existence d'un Plan de Passation des Marchés et sa conformité avec les instructions de la DCMP en la matière :

Sur ce point, nous notons l'existence de PPM pour les acquisitions de l'exercice 2009 mais n'avons trouvé aucune trace du dépôt de ce PPM à l'ARMP.

- ✓ à vérifier le respect par le CNLS des instructions du CMP et des dispositions de l'arrêté N° 11 586 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP relatif à la publication de l'Avis Général de Passation des Marchés :

Nous avons constaté que le CNLS a fait publier dans le quotidien « Le Soleil » du 30 janvier 2009 son AGP pour l'année 2009.

- ✓ A vérifier le respect des instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des dossiers de passation des marchés :

Sur ce volet, nous avons relevé certaines insuffisances car les instructions ne sont pas rigoureusement respectées car l'ensemble des dossiers afférents à un marché ne sont pas systématiquement archivés (dossiers de soumission des candidats non retenus) ;

- ✓ A vérifier l'application des dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances en matière de Cellule et Commission des marchés :

La composition de la Commission des Marchés créée par Notes de service N° 003/2010/SE/PM pour le Fonds Mondial et N°0004/2010/SE/PM pour le volet IDA n'est pas conforme aux dispositions des articles 35 et suivants du Code des Marchés Publics pour les raisons suivantes :

- A la place de membres désignés nominativement, seuls des postes sont mentionnés comme composant la Commission ;
- Il n'existe pas de liste de membres suppléants dans les Notes de services précitées

- La présidence de la commission doit être assurée par le représentant habilité de l'Autorité Contractante et non le représentant du Ministère de tutelle.

Il n'existe pas au niveau du CNLS, une Cellule de Passation des Marchés encore moins les rapports trimestriels que cette Cellule devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances, sur la gestion 2009.

De même, le rapport annuel sur les marchés publics 2009 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2010, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, n'a pas également été produit.

#### **Commentaires de l'AC**

*Cette commission a été créée et soumise à la DCMP, en fin 2009 après plusieurs échanges avec eux.*

*Par ailleurs, tous les documents validés par cette Commission, et transmis à la DCMP ont fait l'objet de non objection.*

*Il y a toujours eu un Spécialiste en Passation de Marchés permanent au SE/CNLS, et des réunions de coordinations se tiennent tous les Vendredi sur la passation de marchés.*

*Des rapports trimestriels sont élaborés pour les RSF du projet Banque Mondiale, et le consultant recruté pour l'appui dans le cadre du fonds mondial produit des rapports mensuels.*

*Les rapports trimestriels seront dorénavant élaborés et transmis à la DCMP et à l'ARMP*

*De 2003 à fin 2009, le CNLS a respecté les procédures de la passation de marchés conformément aux accords de financement signés avec la Banque Mondiale ou le Fonds mondial.*

*C'est après information de la DCMP en fin 2009 que tous les marchés ont été exécutés en conformité avec le CMP*

## 4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

### 4.1. Audit de la passation des marchés

Nos travaux d'audit de la passation des marchés passés par le CNLS sont résumés par types de passation et détaillés dans les fiches de synthèses suivantes :

#### 4.1.1. Acquisitions directes non autorisées par la DCMP en violation des dispositions de l'article 76 du CMP

Ces dépenses, effectuées directement auprès des fournisseurs, s'analysent comme suit :

Description	Fournisseur ou bénéficiaire	Montant en FCFA
Achats de médicaments ARV	PNA	665 858 676
Publi-reportage	WAL FADJRI	2 000 000
Maintenance informatique	HIDS	5 000 000
<b>TOTAL</b>		<b>672 858 676</b>

- ✓ Les achats de médicaments au niveau de la PNA ont été effectués sur la base d'un protocole d'accord signé en décembre 2009 pour une durée de trois (3) ans renouvelable.

Ce protocole vise l'approvisionnement, le stockage et la distribution par la PNA des produits acquis dans le cadre des financements pour la riposte au VIH/SIDA.

Ce protocole se justifie par la capacité de la PNA en matière de stockage au niveau national (disponibilité de la Pharmacie Régionale d'Approvisionnement (PRA) au niveau de toutes les régions) mais aussi de l'exclusivité qui lui est accordée pour l'acquisition de certains médicaments essentiels ( ARV, etc.) .

Ces achats directs auprès de la PNA sont prévus dans l'avenant de l'accord de crédit IDA signé en avril 2003 pour un plafond de six millions 6 000 000 \$ ;

Les besoins en médicaments exprimés périodiquement par la DLSI font l'objet de contrat avec la PNA avec le montant, la liste de produits, les conditions de livraison et de paiement.

Ces acquisitions bien que justifiés par le CNLS pour des raisons de logistique et d'exclusivité n'ont pas été soumis à la DCMP pour avis avant leur conclusion.

- ✓ Le publi-reportage auprès de WAL FADJRI a été effectué sans une procédure de consultation et de sélection, et une procédure identique aurait été initiée auprès des autres organes de presse pour assurer l'équité entre organes de presse.

- ✓ Le contrat de maintenance informatique signé avec HIDS n'a respecté aucune procédure de sélection au motif que HIDS était le vendeur des logiciels utilisés par le passé par le CNLS et qu'il fallait en assurer la maintenance.

#### **Commentaires de l'AC**

*(1) La gestion financière du projet a été confiée à une Agence fiduciaire au début du programme. Cette Agence fiduciaire avait été recrutée sur la base de la qualification et le cout, et dans ses TDRs, elle devait mettre en place un système de gestion financière informatisé (High Project élaboré par HIDS donc qui en détient l'exclusivité).*

*(2) Ce publi-reportage rentre dans le cadre de convention signée entre la presse et le SE/CNLS.*

#### 4.1.2. Appels d'Offres Ouverts (AOO)

Les non conformités relevées sur les appels d'offres ouverts se présentent principalement comme suit :

- ✓ *Non transmission des P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires*

Les procès-verbaux d'ouverture des plis n'ont pas été transmis aux soumissionnaires pour 100% des appels d'offres passés en revue en violation de l'article 67 du CMP.

Dans aucun des dossiers examinés, nous n'avons noté trace de la transmission desdits PV aux soumissionnaires.

- ✓ *Absence d'information aux soumissionnaires non retenus de rejet de leur offre et preuve non fournie de la restitution de leur garantie de soumission*

Dans aucun des dossiers examinés, nous n'avons trouvé la preuve d'une quelconque information destinés aux soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres.

- ✓ *PV d'ouverture et d'attribution unique pour trois( 3) appels d'offres différents (acquisitions de kits de dépistage VIH ½, acquisition de consommables de suivi immunovirologique, achat de réactifs) ;*

Il a été dressé pour les besoins de trois(3) marchés différents un seul procès verbal d'ouverture des plis et d'attribution sans que le PV d'ouverture des plis ne fassent références aux offres reçues pour chaque marché ;

✓ *Mutation non justifiée de la Commission des Marchés sur certains AAO*

Sur dix(10) marchés examinés, nous avons relevé l'absence d'un représentant de la Primature sur les cinq (5) soit un taux de 50% sans que cette mutation de la Commission des Marchés ne soit documentée dans le dossier, ni justifiée autrement.

✓ *Absence de cohésion du DAO relatif à l'achat de réactifs primaires pour lequel le montant de la garantie est contradictoire entre le DAO et l'avis d'appel d'offres*

Sur ce marché, la DAO est contradictoire à l'avis d'appel d'offres publié sur le montant de la garantie de soumission, ce qui pourrait invalider un DAO.

Les DAO fixent la garantie de soumission à cinq cent mille francs (500.000) F CFA )alors que l'avis d'appel d'offres est à quatre cent mille francs 400.000 FCFA

✓ *Non publication des avis d'attribution provisoire et définitive*

90 % des appels d'offres passés en revue au titre de la gestion 2009 n'ont pas fait l'objet de publication de l'avis d'attribution définitive, un seul marché sur dix (10) a fait l'objet d'un avis d'attribution définitive publié (achats de mobiliers de bureau en cinq (5) lots).

Plus de 20%(2 marchés sur 10) des marchés passés sous revue n'ont pas fait l'objet d'avis d'attribution provisoire publié.

✓ *Non établissement de PV de réception pour la réception de matériel et utilisation de BR à la place ;*

Le CNLS n'a pas procédé sur aucun des marchés examinés à l'établissement d'un procès verbal de réception des biens et des services achetés mais s'est contenté de viser conforme les bons de livraison délivrés par les fournisseurs.

✓ *Non archivage des dossiers des soumissionnaires non retenus*

Sur aucun des dossiers examinés parmi les dix (10) AAO identifiés, il n'a été retrouvé les dossiers de soumission des candidats non retenus, seules les offres des candidats retenus sont conservées dans le dossier du marché.

✓ *Elimination de candidats sur la base de critères contraires à la réglementation*

Le comité d'évaluation des offres a rejeté sur un marché l'offre d'un soumissionnaire au motif que le chèque de caution de soumission n'était pas valide alors que le marché est inférieur au seuil fixé par l'arrêté N°11583 du 28/12/2008 ;

**Commentaires de l'AC**

*De 2003 à fin 2009, le CNLS a respecté les procédures de la passation de marchés conformément aux accords de financement signés avec la Banque Mondiale ou le Fonds mondial.*

*C'est après information de la DCMP en fin 2009 que tous les marchés ont été exécutés en conformité avec le CMP.*

*Un PV peut être fait pour un ou plusieurs marchés, mais l'évaluation des offres se fait séparément pour chaque marché ; les informations relatives aux soumissionnaires non retenus et le motif de rejet de leur offre sont consignées dans le rapport d'évaluation des offres. Les offres retenues sont classées dans le marché et les autres archivées.*

Nous présentons ci-après un tableau récapitulatif des non-conformités relevées sur les dix (10) AOO suivants examinées au niveau du CNLS :

N° AOO	OBJET	FOURNISSEUR	MONTANT
01/09	ACHAT DE KITS DE DEPISTAGE VIH ½ PTME	DWORKS MEDITECH	18 513 000
02/09	Achat De Kits Dépistage VIH CDV	DWORKS MEDITECH	33 000 000
03/09	ACHAT REACTIFS DE RESISTANCE PRIMAIRE	SOTELMED	16 500 000
04/09	ACHAT DE REACTIFS DE RESISTANCE SECONDAIRE	SOTELMED	13 200 000
05/09	ACHAT DE SUBSTITUTS DE LAIT MATERNEL	CAESA SAS	19 832 250
06/09	ACHAT DE 70 ORDINATEURS	OUMOU INFORMATIQUE SERVICES	33 293 000
07/09	ACHAT D'EQUIPEMENTS POUR LABO DIAGNOSTIC PRECOCE THIES	FERMON LABO	20 863 232
08/09	ACHAT DE KIT DE DIAGNOSTIC RAPIDE HIV ½	SEVAM	19 500 000
09/09	ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU EN 5 LOTS:	SENEGAL EQUIP SENEGAL EQUIP TOURE EQUIPEMENT FERMON LABO PRAMAC	57 587 646 12 769 935 62 752 239 34 420 609 47 249 878
10/09	ACHAT DE MICRO ORDINATEURS ET ORDINATEURS PORTABLES	COMPUSYS INTERNATIONNAL	17 440 000
	<b>TOTAL</b>		<b>416 168 789</b>

**TABLEAU N°1 : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LE CNLS CONCERNANT LES AOO**

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché									
	Marché n°01/09	Marché n°02/09	Marché n°03/09	Marché n°04/09	Marché n°05/09	Marché n°06/09	Marché n°07/09	Marché n°08/09	Marché n°09/09	Marché n°10/09
	28 513 000	33 000 000	16 500 000	13 200 000	19 832 250	33 293 000	20 863 232	19 500 000	214 780 307	17 440 000
Le DAO n'est pas conforme aux Dossiers types			✓				✓	✓		✓
Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux soumissionnaires	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Le délai d'attribution est anormalement long										
Le marché signé n'est pas conforme au projet contenu dans le DAO	✓	✓					✓			✓
Absence de publication de l'attribution définitive	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓
Absence de contrôle a priori des DAO et/ou Rapport d'évaluation et P.V. d'attribution	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A		✓
Absence de fourniture de la garantie de bonne exécution										✓
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante										✓
Absence de P.V. de réception	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓



Les fiches d'analyse des marchés sont présentées ci après :

APPEL D'OFFRES OUVERT Marché n°01/09	
<b>Objet</b>	<b>ACHAT DE KITS DE DEPISTAGE VIH ½ PTME</b>
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	29/12/09
Date d'ouverture des offres	29/01/10
Attributaire	<b>DWORKS MEDITECH</b>
Date de publication de l'attribution provisoire	<b>06/03/2010</b>
Date d'approbation du marché	29/03/10
Montant du marché	<b>28 513 000F CFA HT</b>
Date de publication de l'attribution définitive	Non disponible
Date de la réception provisoire	20/04/10
Date de la réception définitive	20/04/10
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etablissement d'un PV d'ouverture unique avec deux(2) autres marchés ;</li> <li>- Non transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats</li> <li>- Absence d'information aux soumissionnaires non retenus de rejet de leur offre ;</li> <li>- Absence de publication de l'attribution définitive ;</li> <li>- Absence de preuve de transmission interne pour l'approbation (impossibilité de se prononcer) et confusion entre la date d'approbation et de signature ;</li> <li>- Absence de Procès verbal de réception mais existence de Bordereau de Livraison visé conforme par la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement ;</li> <li>- Non archivage des dossiers de soumission des candidats non retenus</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Remettre ou transmettre le P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires comme préconisée par l'article 67 du Code des Marchés Publics ;</li> <li>- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre selon les dispositions de l'article 81 du CMP</li> <li>- Dresser un PV d'ouverture et d'attribution pour chaque marché lancé ;</li> <li>- Publier l'avis d'attribution provisoire et définitive en vertu des dispositions des articles 56 et 84 du Code des Marchés Publics.</li> <li>- Archiver les dossiers des soumissionnaires non retenus pour le contrôle a posteriori des marchés</li> <li>- Dresser un procès verbal de réception par une commission de réception des biens et services</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

APPEL D'OFFRES OUVERT Marché n°02/09	
<b>Objet</b>	<b>ACHAT DE KITS DEPISTAGE VIH CDV</b>
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	29/10/2009
Date d'ouverture des offres	30 novembre 2009
Attributaire	<b>DWORKS MEDITECH</b>
Date de publication de l'attribution provisoire	<b>Date illisible</b>
Date d'approbation du marché	21/01/10
Montant du marché	<b>33 000 000F CFA HT</b>
Date de publication de l'attribution définitive	Non disponible
Date de la réception provisoire	03/02/10
Date de la réception définitive	03/02/10
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mutation de la présidence de la commission des marchés non justifiée (Représentant PM) ;</li> <li>- Non transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats</li> <li>- Absence d'information aux soumissionnaires non retenus de rejet de leur offre ;</li> <li>- Absence de publication de l'attribution définitive ;</li> <li>- Absence de preuve de transmission interne pour l'approbation (impossibilité de se prononcer sur les délais d'attribution et la soumission à l'approbation) et confusion entre la date d'approbation et de signature ;</li> <li>- Absence de Procès verbal de réception mais existence de Bordereau de Livraison visé conforme par la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement ;</li> <li>- Non archivage des dossiers de soumission des candidats non retenus ;</li> <li>- Garantie de bonne exécution délivrée deux(2) jours avant la livraison des kits .</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Remettre ou transmettre le P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires comme préconisée par l'article 67 du CMP;</li> <li>- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre selon les dispositions de l'article 81 du CMP ;</li> <li>- Publier l'avis d'attribution provisoire et définitive en vertu des dispositions des articles 56 et 84 du Code des Marchés Publics.</li> <li>- Archiver les dossiers des soumissionnaires non retenus pour le contrôle a posteriori des marchés ;</li> <li>- Dresser un procès verbal de réception par une Commission de réception des biens et services ;</li> <li>- Formaliser la procédure d'approbation par une transmission interne ;</li> <li>- Veiller sur la qualité des photocopies dans le dossier</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

APPEL D'OFFRES OUVERT Marché n°03/09	
<b>Objet</b>	<b>ACHAT REACTIFS DE RESISTANCE PRIMAIRE</b>
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	29/12/09
Date d'ouverture des offres	29/01/10
Attributaire	<b>SOTELMED</b>
Date de publication de l'attribution provisoire	<b>Date illisible</b>
Date d'approbation du marché	22/03/10
Montant du marché	<b>16 500 000 FCFA HT</b>
Date de publication de l'attribution définitive	Non disponible
Date de la réception provisoire	17/05/10
Date de la réception définitive	17/05/10
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etablissement d'un PV d'ouverture unique avec deux(2) autres marchés ;</li> <li>- Non transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats ;</li> <li>- Absence d'information aux soumissionnaires non retenus de rejet de leur offre ;</li> <li>- Absence de publication de l'attribution définitive ;</li> <li>- Absence de preuve de transmission interne pour l'approbation (impossibilité de se prononcer sur les délais d'attribution et la soumission à l'approbation) et confusion entre la date d'approbation et de signature ;</li> <li>- Absence de Procès verbal de réception mais existence de Bordereau de Livraison visé conforme par la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement ;</li> <li>- Non archivage des dossiers de soumission des candidats non retenus ;</li> <li>- DAO contradictoire sur le montant de la garantie de soumission avec l'avis d'appel d'offres cinq cent mille et quatre cent mille francs (500 000 FCFA ET 400 000 FCFA)</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dresser un PV d'ouverture et d'attribution pour chaque marché lancé</li> <li>- Remettre ou transmettre le P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires comme préconisée par l'article 67 du CMP;</li> <li>- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre selon les dispositions de l'article 81 du CMP ;</li> <li>- Publier l'avis d'attribution provisoire et définitive en vertu des dispositions des articles 56 et 84 du Code des Marchés Publics.</li> <li>- Archiver les dossiers des soumissionnaires non retenus pour le contrôle a posteriori des marchés</li> <li>- Dresser un procès verbal de réception par une Commission de réception des biens et services ;</li> <li>- Formaliser la procédure d'approbation par une transmission interne ;</li> <li>- Veiller sur la qualité des photocopies dans le dossier.</li> <li>- Veiller à la cohésion entre le DAO et l'Avis d'appel d'offres</li> <li>-</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>APPEL D'OFFRES OUVERT</b> <b>Marché n°04/09</b>	
<b>Objet</b>	<b>ACHAT CONSOMMABLES SUIVI IMMUNO VIROLOGIQUE</b>
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	29/12/09
Date d'ouverture des offres	29/01/10
Attributaire	<b>BIOTECNOLOGY EQUIPEMENTS</b>
Date de publication de l'attribution provisoire	6 et 7 mars 2010
Date d'approbation du marché	22/03/10
Montant du marché	<b>22 447 500 FCFA HT</b>
Date de publication de l'attribution définitive	Non disponible
Date de la réception provisoire	14/07/10
Date de la réception définitive	14/07/10
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etablissement d'un PV d'ouverture unique avec deux(2) autres marchés ;</li> <li>- Non transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats ;</li> <li>- Absence d'information aux soumissionnaires non retenus de rejet de leur offre ;</li> <li>- Absence de publication de l'attribution définitive ;</li> <li>- Absence de preuve de transmission interne pour l'approbation (impossibilité de se prononcer sur les délais d'attribution et la soumission à l'approbation) et confusion entre la date d'approbation et de signature ;</li> <li>- Absence de Procès verbal de réception mais existence de Bordereau de Livraison visé conforme par la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement ;</li> <li>- Non archivage des dossiers de soumission des candidats non retenus ;</li> <li>- Rapport d'analyse des offres incomplet (absence d'analyse sur une offre)</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dresser un PV d'ouverture et d'attribution pour chaque marché lancé ;</li> <li>- Remettre ou transmettre le P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires comme préconisée par l'article 67 du CMP ;</li> <li>- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre selon les dispositions de l'article 81 du CMP ;</li> <li>- Publier l'avis d'attribution définitive en vertu des dispositions des articles 56 et 84 du Code des Marchés Publics.</li> <li>- Archiver les dossiers des soumissionnaires non retenus pour le contrôle a posteriori des marchés ;</li> <li>- Dresser un procès verbal de réception par une Commission de réception des biens et services ;</li> <li>- Formaliser la procédure d'approbation par une transmission interne ;</li> <li>- Procéder à l'analyse de toutes les offres dans le rapport d'analyse</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>APPEL D'OFFRES OUVERT</b> <b>Marché n°05/09</b>	
<b>Objet</b>	<b>ACHAT DE SUBSTITUTS DE LAIT MATERNELLE</b>
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	29/10/09
Date d'ouverture des offres	30/11/10
Attributaire	<b>CAESA SAS</b>
Date de publication de l'attribution provisoire	06/01/10
Date d'approbation du marché	21/01/10
Montant du marché	<b>19 832 250 FCFA HT</b>
Date de publication de l'attribution définitive	Non disponible
Date de la réception provisoire	10/03/10
Date de la réception définitive	Non disponible
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats</li> <li>- Absence d'information aux soumissionnaires non retenus de rejet de leur offre ;</li> <li>- Absence de publication de l'attribution définitive ;</li> <li>- Absence de preuve de transmission interne pour l'approbation (impossibilité de se prononcer sur les délais d'attribution et la soumission à l'approbation) et confusion entre la date d'approbation et de signature ;</li> <li>- Absence de Procès verbal de réception mais existence de Bordereau de Livraison visé conforme par la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement ;</li> <li>- Non archivage des dossiers de soumission des candidats non retenus ;</li> <li>- Rejet d'une offre dans le Rapport d'analyse des offres au motif de non validé du chèque de caution de soumission alors que cette condition n'est pas obligatoire vu les dispositions de l'Arrêté N°11583 du 28 /12/2008 et du montant du marché trente millions de francs (inf. à 30 000 000 FCFA)</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Remettre ou transmettre le P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires comme préconisée par l'article 67 du CMP ;</li> <li>- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre selon les dispositions de l'article 81 du CMP ;</li> <li>- Publier l'avis d'attribution définitive en vertu des dispositions des articles 56 et 84 du Code des Marchés Publics ;</li> <li>- Archiver les dossiers des soumissionnaires non retenus pour le contrôle a posteriori des marchés</li> <li>- Dresser un procès verbal de réception par une Commission de réception des biens et services ;</li> <li>- Formaliser la procédure d'approbation par une transmission interne ;</li> <li>- Respecter les dispositions de l'Arrêté N°11583 en matière de caution de soumission</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>APPEL D'OFFRES OUVERT</b> <b>Marché n°06/09</b>	
<b>Objet</b>	<b>ACHAT DE 70 ORDINATEURS</b>
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	13/11/09
Date d'ouverture des offres	14/12/09
Attributaire	<b>OUMOU INFORMATIQUE SERVICES</b>
Date de publication de l'attribution provisoire	06/01/10
Date d'approbation du marché	21/01/10
Montant du marché	<b>33 293 000 FCFA HT</b>
Date de publication de l'attribution définitive	Non disponible
Date de la réception provisoire	24/02/10
Date de la réception définitive	24/02/10
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats</li> <li>- Absence d'information aux soumissionnaires non retenus de rejet de leur offre ;</li> <li>- Absence de publication de l'attribution définitive ;</li> <li>- Absence de preuve de transmission interne pour l'approbation (impossibilité de se prononcer sur les délais d'attribution et la soumission à l'approbation) et confusion entre la date d'approbation et de signature ;</li> <li>- Non archivage des dossiers de soumission des candidats non retenus ;</li> <li>- Modification du prix du marché prix sans avenant entre la proposition et l'attribution provisoire au motif d'une modification des quantités</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Remettre ou transmettre le P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires comme préconisée par l'article 67 du CMP ;</li> <li>- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre selon les dispositions de l'article 81 du CMP</li> <li>- Publier l'avis d'attribution définitive en vertu des dispositions des articles 56 et 84 du Code des marchés publics.</li> <li>- Archiver les dossiers des soumissionnaires non retenus pour le contrôle a posteriori des marchés</li> <li>- Formaliser la procédure d'approbation par une transmission interne ;</li> <li>- Respecter les prix contenus dans les offres et procéder à des avenants si nécessaire</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>APPEL D'OFFRES OUVERT</b> <b>Marché n°07/09</b>	
<b>Objet</b>	<b>ACHAT D'EQUIPEMENTS POUR LABO DE DIAGNOSTIC PRECOCE THIES</b>
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	02/04/09
Date d'ouverture des offres	04/05/09
Attributaire	<b>FERMON LABO SGAL</b>
Date de publication de l'attribution provisoire	Non disponible
Date d'approbation du marché	15/06/09
Montant du marché	<b>20 863 232 FCFA HT</b>
Date de publication de l'attribution définitive	Non disponible
Date de la réception provisoire	00/01/10
Date de la réception définitive	00/01/10
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- DAO joint dans le dossier illisible ;</li> <li>- Non transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats ;</li> <li>- Absence d'information aux soumissionnaires non retenus de rejet de leur offre ;</li> <li>- Absence de publication de l'attribution provisoire et définitive ;</li> <li>- Non respect des délais d'attribution et de soumission à l'approbation de 15 jours (Lettre de notification du 12/06/09 pour une signature de contrat le 15/06/09) ;</li> <li>- Absence de Procès verbal de réception mais existence de Bordereau de Livraison visé conforme ;</li> <li>- Non archivage des dossiers de soumission des candidats non retenus ;</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Remettre ou transmettre le P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires comme préconisée par l'article 67 du CMP ;</li> <li>- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre selon les dispositions de l'article 81 du CMP ;</li> <li>- Publier l'avis d'attribution définitive en vertu des dispositions des articles 56 et 84 du Code des Marchés Publics.</li> <li>- Archiver les dossiers des soumissionnaires non retenus pour le contrôle a posteriori des marchés</li> <li>- Dresser un procès verbal de réception par une Commission de réception des biens et services ;</li> <li>- Formaliser la procédure d'approbation par une transmission interne ;</li> <li>- Respecter les dispositions de l'article 82 du CMP en matière de délais d'approbation.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>APPEL D'OFFRES OUVERT</b> <b>Marché n°08/09</b>	
<b>Objet</b>	<b>ACHAT DE KIT DE DIAGNOSTIC RAPIDE HIV 1/2</b>
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	02/04/09
Date d'ouverture des offres	04/05/09
Attributaire	<b>FERMON LABO SGAL</b>
Date de publication de l'attribution provisoire	Non disponible
Date d'approbation du marché	15/06/09
Montant du marché	<b>19.500.000 FCFA HT</b>
Date de publication de l'attribution définitive	Non disponible
Date de la réception provisoire	03/08/09
Date de la réception définitive	03/08/09
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non spécification de la durée de validité des offres dans l'avis d'appel d'offres</li> <li>- Non transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats</li> <li>- Absence d'information aux soumissionnaires non retenus de rejet de leur offre ;</li> <li>- Absence de publication de l'attribution provisoire et définitive ;</li> <li>- Non respect des délais d'attribution et de soumission à l'approbation de 15 jours (Lettre de notification du 12/06/09 pour une signature de contrat le 15/06/09)</li> <li>- Absence de Procès verbal de réception mais existence de Bordereau de Livraison visé conforme ;</li> <li>- Non archivage des dossiers de soumission des candidats non retenus ;</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Spécifier la durée de validité des offres dans l'avis d'appel d'offres par respect des dispositions de l'article 66 du CMP ;</li> <li>- Remettre ou transmettre le P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires comme préconisée par l'article 67 du CMP ;</li> <li>- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre selon les dispositions de l'article 81 du CMP ;</li> <li>- Publier l'avis d'attribution définitive en vertu des dispositions des articles 56 et 84 du Code des Marchés Publics.</li> <li>- Archiver les dossiers des soumissionnaires non retenus pour le contrôle a posteriori des marchés ;</li> <li>- Dresser un procès verbal de réception par une Commission de réception des biens et services ;</li> <li>- Formaliser la procédure d'approbation par une transmission interne ;</li> <li>- Respecter les dispositions de l'article 82 du CMP en matière de délais d'approbation</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	



<b>APPEL D'OFFRES OUVERT</b> <b>Marché n°09/09</b>	
<b>Objet</b>	<b>ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU EN CINQ (5) LOTS</b>
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	11/06/09
Date d'ouverture des offres	03/08/09
Attributaire	<b>LOT 1 :SENEGAL EQUIP</b> <b>LOT 2 : SENEGAL EQUIP</b> <b>LOT 3 : TOURE EQUIPEMENT</b> <b>LOT 4 : FERMON LABO</b> <b>LOT 5 : PRAMAC AFRIQUE</b>
Date de publication de l'attribution provisoire	03/02/10
Date d'approbation du marché	22/03/10
Montant du marché	<b>214 780 307 FCFA HT</b>
Date de publication de l'attribution définitive	Non disponible
Date de la réception provisoire	00/06/09
Date de la réception définitive	Non Disponible
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats ;</li> <li>- Absence d'information aux soumissionnaires non retenus de rejet de leur offre ;</li> <li>- Absence de publication de l'attribution provisoire et définitive ;</li> <li>- Absence de Procès verbal de réception mais existence de Bordereau de Livraison visé conforme ;</li> <li>- Non archivage des dossiers de soumission des candidats non retenus.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Remettre ou transmettre le P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires comme préconisée par l'article 67 du CMP ;</li> <li>- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre selon les dispositions de l'article 81 du CMP ;</li> <li>- Publier l'avis d'attribution définitive en vertu des dispositions des articles 56 et 84 du Code des Marchés Publics.</li> <li>- Archiver les dossiers des soumissionnaires non retenus pour le contrôle a posteriori des marchés ;</li> <li>- Dresser un procès verbal de réception par une commission de réception des biens et services ;</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>APPEL D'OFFRES OUVERT</b>	
<b>Marché n°10/09</b>	
<b>Objet</b>	<b>ACHAT DE MICRO ORDINATEURS ET ORDINATEURS PORTABLES</b>
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	08/04/09
Date d'ouverture des offres	26/04/09
Attributaire	<b>COMPUSYS INTERNATIONAL</b>
Date de publication de l'attribution provisoire	11/05/09
Date d'approbation du marché	13/05/09
Montant du marché	<b>17.440.000 FCFA HT</b>
Date de publication de l'attribution définitive	Non disponible
Date de la réception provisoire	29/06/09
Date de la réception définitive	29/06/09
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de dossier d'appel d'offres, procédure de DRP adoptée</li> <li>- Mémo d'analyse des offres (07/04/09) antérieur à l'ouverture des offres (24/04/09) ;</li> <li>- Non respect de la date limite de réception des offres contenus dans la DP (26/04/09 pour une ouverture faite le 24/04/09) ;</li> <li>- non transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats ;</li> <li>- Absence d'information aux soumissionnaires non retenus de rejet de leur offre ;</li> <li>- Absence de publication de l'attribution provisoire et définitive ;</li> <li>- Non respect des délais d'attribution et de soumission à l'approbation de 15 jours (Lettre de notification du 11/05/09 pour une signature de contrat le 13/06/09 soit trois (3) jours)</li> <li>- Absence de Procès verbal de réception mais existence de Bordereau de Livraison visé conforme</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Procéder au lancement d'un appel d'offres à chaque fois que le seuil retenu par le CMP est atteint ;</li> <li>- Dresser et transmettre un P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires comme préconisée par l'article 67 du Code des Marchés Publics ;</li> <li>- Respecter la date d'ouverture des offres ;</li> <li>- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre selon les dispositions de l'article 81 du CMP ;</li> <li>- Publier l'avis d'attribution provisoire et définitive en vertu des dispositions des articles 56 et 84 du Code des Marchés Publics ;</li> <li>- Dresser un procès verbal de réception par une Commission de réception des biens et services ;</li> <li>- Respecter les dispositions de l'article 82 du CMP en matière de délais d'approbation.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

#### 4.1.3. Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

Les non conformités relevées sur les DRP se présentent principalement comme suit :

##### *a) Non inscription au PPM*

Bien que cette étape ne soit pas une obligation, l'inscription des DRP au PPM constitue une bonne pratique.

Cette pratique n'a pas été constatée pour la quasi totalité des DRP passées par le CNLS au cours de l'année 2009.

##### *b) Dépassement du seuil d'application de la procédure de DRP*

Le CNLS a fait recours à la procédure de DRP pour le marché de COMPUSYS pour un montant de vingt millions cinq cent soixante dix neuf mille deux cents francs (20 579 200 FCFA TTC) alors que le seuil prévu par la réglementation était dépassé pour ce marché.

Ce marché aurait dû faire l'objet d'un appel d'offres ouvert avec un DAO complet.

##### *c) Ouverture des plis en séance publique*

Cette étape n'est pas une obligation mais elle constitue une bonne pratique.

Sur aucune des DRP examinées, l'ouverture des plis ne s'est faite en séance publique.

##### *d) L'absence de Publicité des DRP lancées*

Il n'existe pas systématiquement de preuve démontrant que les lettres d'invitation ont été envoyées aux candidats et reçues par ceux-ci.

Les lettres d'invitation contenant dans la plupart des dossiers DRP ne comportent pas d'accusé de réception des candidats sélectionnés.

##### *e) Dépouillement des offres par une commission non conforme :*

L'essentiel des DRP ont été dépouillées par une Commission non conforme à la commission mise en place par Note de service au sein du CNLS et les décisions d'attribution prise soit par le seul Secrétaire Exécutif ou la Commission non conforme( SEA/RAF/Chargé du FM Pharmacien/Consultant SPM).

##### *f) Absence d'information aux candidats non retenus à une DRP ;*

La circulaire N° 004/PM/CAB CP du 31 mars 2009 bien que ne rendant pas obligatoire la publication d'un avis d'attribution telle décrite par l'article 81 et 83 du Décret N° 2007-545 du 25 avril 2007, rend obligatoire l'information par écrit des soumissionnaires non retenus.

Sur aucune des DRP passées en revue, nous n'avons relevé une telle information.

*g) Absence de preuve de la notification du marché aux candidats retenus*

La lettre de notification figurant dans l'essentiel de dossiers ne comporte pas de mention de l'accusé de réception par le candidat, souvent des lettres de notification sans papier entête ou par mail sont envoyés sans preuve de la réception par le candidat.

*h) Absence de pièces administratives pour les candidats retenus pour justifier de leur pleine capacité ;*

*i) Existence de plusieurs DRP pour les mêmes besoins : Cas des achats de réactifs, de matériel de bureau, de confection de brochures et d'affichettes et d'impression de T-shirts ;*

Il a été relevé des cas de fractionnement par plusieurs DRP pour les mêmes besoins dont le montant global aurait dû faire l'objet d'un appel d'offres : c'est le cas de réactifs (2DRP), du matériel de bureau (2 DRP), de la confection de brochures et affiches (2DRP) et de l'impression de t-shirts (2 DRP) .

**Commentaires de l'AC**

- Le Marché de COMPUSYS passé conformément au seuil de l'accord de crédit de la Banque Mondiale pour le shopping, à savoir 30 000 dollars US.

- PV d'ouverture des plis établi pour chaque DRP, séance publique pas obligatoire.

- De 2003 à fin 2009, le CNLS a respecté les procédures de la passation de marchés conformément aux accords de financement signés avec la Banque Mondiale ou le Fonds mondial.

- C'est après information de la DCMP en fin 2009 que tous les marchés ont été exécutés en conformité avec le CMP.

- Pour les réactifs, il s'agit des résistances primaire et secondaire donc objet de deux (2) achats différents.

- Les confections d'affiches et impression de t-shirts font l'objet d'activités ponctuelles inscrites dans le Plan d'actions de la DLSI ou d'autres secteurs.

Nous présentons ci-après un tableau récapitulatif des non-conformités relevées sur les quatorze (14) DRP suivantes examinées au niveau du CNLS :

<b>N° DRP</b>	<b>OBJET</b>	<b>FOURNISSEUR</b>	<b>MONTANT</b>
1	REALISATION D'UN FILM INSTITUTIONNEL	SICS (SEN D'INFORMATIQUE DE COM ET DE SERVICES)	7 850 000
2	ACHEVEMENT DES TRAVAUX DU SERVICE DE SUIVI DES TS MATAM	MOUHAMED SARL	5 150 870
3	ACHATS ACCESSOIRES POUR LES MIF	TECHNOLOGIES SERVICES	3 550 000
4	ACHAT DE REACTIFS DE RESISTANCE SECONDAIRE	SOTELMED	13 200 000
5	REALISATION ET IMPRESSION AFFICHES ET MAGAZINE	BRIDGE BUSINESS INTERNATIONAL(BBI)	7 000 000
6	CONFECTION DE TEESHIRTS	MOSAIQUE	4 990 000
7	IMPRESSION DE BOITES A IMAGES	GRAPHICOLOR	5 850 000
8	ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE PTME CDV	BULL	3 840 393
9	ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU PTME CDV	OFFICE CHOICE	4 364 000
10	ACHAT DE REACTIFS SECONDAIRES	SOTELMED	9 900 000
11	IMPRESSION RECTO VERSO DE TSHIRT	GRAPHICOLOR	3 270 000
12	IMPRESSION BROCHURES ET AFFICHES	BBI	3 937 500
13	ACHAT DE MATERIEL ET MOBILIER DE BUREAU	NOVOSEN	10 810 395
14	ACHAT DE SPLITS	DIGITAL PLANET	8 488 136
	<b>TOTAL</b>		<b>92 201 294</b>

**TABLEAU N°2 : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LE CNLS CONCERNANT LES DRP**

[illegible]

DRP N°1	
Objet	REALISATION D'UN FILM INSTITUTIONNEL
Date d'invitation	09//02/09
Date de dépôt des offres	16/02/09
Attributaire	SICS (SEN D'INFORMATIQUE DE COM ET DE SERVICES
Date du bon de commande/Marché	07/05/09
Date du contrat de vente	Non disponible
Montant du marché	7 850 000 FCFA HT
Date de réception	22/12/09
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- DRP non inscrit au PPM ;</li> <li>- Délai trop court pour la présentation des offres (7 jours) ;</li> <li>- Absence de preuve de l'invitation de l'attributaire du marché ;</li> <li>- Absence d'ouverture des offres en séance publique</li> <li>- Absence d'information aux candidats non retenus ;</li> <li>- Dépouillement des offres par une Commission non conforme ;</li> <li>- Approbation du mémorandum d'analyse par le seul Secrétaire exécutif et non la commission des marchés ;</li> <li>- Délai de livraison trop long sans application de pénalités de retard ;</li> <li>- Absence de BC et PVR</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Adopter la bonne pratique d'inscrire les DRP dans le PPM ;</li> <li>- accorder des délais raisonnables pour la soumission (compatibles avec les délais d'urgence) ;</li> <li>- bien que non obligatoire inviter les soumissionnaires à l'ouverture des plis ;</li> <li>- justifier la réception des invitations aux candidats par des accusés de réception ;</li> <li>- procéder à l'ouverture des plis et à l'attribution par la Commission des marchés conforme aux actes de nomination ;</li> <li>- informer les candidats non retenus du rejet de leur offre ;</li> <li>- Appliquer les pénalités de retard prévues dans le contrat de marché ;</li> <li>- Dresser un BC et un PVR</li> </ul>
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DRP N°2	
<b>Objet</b>	<b>ACHEVEMENT DES TRAVAUX DU SERVICE DE SUIVI DES TS MATAM</b>
Date d'invitation	17//11/09
Date de dépôt des offres	01/12/09
Attributaire	MOUHAMED SARL
Date du bon de commande	17/02/10
Date du contrat de vente	Non disponible
Montant du marché	<b>5 150 870 FCFA HT</b>
Date de réception	12/06/10
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- DRP non inscrit au PPM ;</li> <li>- Absence de preuve de la réception des invitations par les candidats ;</li> <li>- Absence d'ouverture des offres en séance publique ;</li> <li>- Absence d'information aux candidats non retenus ;</li> <li>- Dépouillement des offres par une commission non conforme ;</li> <li>- Approbation du mémorandum d'analyse par une Commission des marchés non conforme ;</li> <li>- Délai de livraison trop long sans application de pénalités de retard (délai de 60 jours dépassé)</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Adopter la bonne pratique d'inscrire les DRP dans le PPM ;</li> <li>- bien que non obligatoire, inviter les soumissionnaires à l'ouverture des plis ;</li> <li>- justifier la réception des invitations aux candidats par des accusés de réception ;</li> <li>- procéder à l'ouverture des plis et à l'attribution par la Commission des marchés conforme aux actes de nomination ;</li> <li>- informer les candidats non retenus du rejet de leur offre ;</li> <li>- Appliquer les pénalités de retard prévues dans le contrat de marché.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	



DRP N°3	
<b>Objet</b>	<b>ACHATS ACCESSOIRES POUR LES MIF</b>
Date d'invitation	02//04/09
Date de dépôt des offres	23/04/°09
Attributaire	<b>TECHNOLOGIES SERVICES</b>
Date du bon de commande	07/05/09
Date du contrat de vente	Non disponible
Montant du marché	<b>3 550 000 FCFA HT</b>
Date de réception	31/07/09
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- DRP non inscrit au PPM ;</li> <li>- Absence de preuve de la réception des invitations par les candidats (Seul un candidat a apposé un AR) ;</li> <li>- Absence d'ouverture des offres en séance publique ;</li> <li>- Absence d'information aux candidats non retenus ;</li> <li>- Dépouillement des offres par une Commission non conforme ;</li> <li>- Approbation du mémorandum d'analyse par une Commission des marchés non conforme ;</li> <li>- Dépassement des délais de livraison sans application de pénalités de retard (délai de 6 semaines dépassé) ;</li> <li>- Absence de BC et PVR</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Adopter la bonne pratique d'inscrire les DRP dans le PPM ;</li> <li>- bien que non obligatoire, inviter les soumissionnaires à l'ouverture des plis ;</li> <li>- justifier la réception des invitations aux candidats par des accusés de réception ;</li> <li>- procéder à l'ouverture des plis et à l'attribution par la Commission des marchés conforme aux actes de nomination ;</li> <li>- informer les candidats non retenus du rejet de leur offre ;</li> <li>- Appliquer les pénalités de retard prévues dans le contrat de marché ;</li> <li>- Dresser un BC et un PVR.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DRP N°4	
<b>Objet</b>	<b>ACHAT DE REACTIFS DE RESISTANCE SECONDAIRE</b>
Date d'invitation	09//01/09
Date de dépôt des offres	23/01/°09
Attributaire	<b>SOTELMED</b>
Date du bon de commande	26/01/09
Date du contrat de vente	Non disponible
Montant du marché	<b>13 200 000 FCFA HT</b>
Date de réception	06/06/09
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de preuve de la réception des invitations par les candidats (Seuls deux candidats a apposé un AR) ;</li> <li>- Absence d'ouverture des offres en séance publique</li> <li>- Absence d'information aux candidats non retenus</li> <li>- Dépouillement des offres par une commission non conforme ;</li> <li>- Approbation du mémorandum d'analyse par une Commission des marchés non conforme (pas de Représentant Primature) ;</li> <li>- Dépassement des délais de livraison sans application de pénalités de retard (délai de 30 jours dépassé) ;</li> <li>- Absence de PVR.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- bien que non obligatoire, inviter les soumissionnaires à l'ouverture des plis ;</li> <li>- justifier la réception des invitations aux candidats par des accusés de réception</li> <li>- procéder à l'ouverture des plis et à l'attribution par la commission des marchés conforme aux actes de nomination ;</li> <li>- informer les candidats non retenus du rejet de leur offre ;</li> <li>- Appliquer les pénalités de retard prévues dans le contrat de marché ;</li> <li>- Dresser un BC et un PVR</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DRP N°5	
<b>Objet</b>	<b>REALISATION ET IMPRESSION AFFICHES ET MAGAZINE</b>
Date d'invitation	15/05/09
Date de dépôt des offres	25/05/°09
Attributaire	<b>BRIDGE BUSINESS INTERNATIONAL(BBI)</b>
Date du bon de commande	16/06/09
Date du contrat de vente	
Montant du marché	<b>7 000 000 FCFA HT</b>
Date de réception	11/09/09
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de preuve de la réception des invitations par les candidats (Aucun AR) ;</li> <li>- Absence d'ouverture des offres en séance publique ;</li> <li>- Absence d'information aux candidats non retenus ;</li> <li>- Dépouillement des offres par une Commission non conforme ;</li> <li>- Approbation du mémorandum d'analyse par une Commission des marchés non conforme (pas de Représentant Primature) ;</li> <li>- Dépassement des délais de livraison sans application de pénalités de retard (délai de 60 jours dépassé) ;</li> <li>- Absence de BC et PVR.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- bien que non obligatoire, inviter les soumissionnaires à l'ouverture des plis ;</li> <li>- justifier la réception des invitations aux candidats par des accusés de réception ;</li> <li>- procéder à l'ouverture des plis et à l'attribution par la Commission des marchés conforme aux actes de nomination ;</li> <li>- informer les candidats non retenus du rejet de leur offre ;</li> <li>- Appliquer les pénalités de retard prévues dans le contrat de marché ;</li> <li>- Dresser un BC et PVR</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DRP N°6	
<b>Objet</b>	<b>CONFECTION DE TEE SHIRTS</b>
Date d'invitation	30/10/09
Date de dépôt des offres	12/11/09
Attributaire	<b>MOSAIQUE</b>
Date du bon de commande	25/11/09
Date du contrat de vente	
Montant du marché	<b>4 990 000 FCFA HT</b>
Date de réception	01/12/10
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non respect du nombre minimum de cinq (5) candidats à consulter conformément à l'article 77 du CMP (4 candidats consultés)</li> <li>- Absence de preuve de la réception des invitations par les candidats consultés (Aucun AR) ;</li> <li>- Absence d'ouverture des offres en séance publique ;</li> <li>- Absence d'information aux candidats non retenus ;</li> <li>- Dépouillement des offres par une commission non conforme ;</li> <li>- Approbation du mémorandum d'analyse par une Commission des marchés non conforme (pas de Représentant Primature) ;</li> <li>- Absence de PVR.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- inviter les soumissionnaires à l'ouverture des plis (bien que non obligatoire) ;</li> <li>- respecter les dispositions de l'article 77 du CMP en consultant au moins cinq (5) candidats à la DRP ;</li> <li>- justifier la réception des invitations aux candidats par des accusés de réception</li> <li>- procéder à l'ouverture des plis et à l'attribution par la Commission des marchés conforme aux actes de nomination ;</li> <li>- informer les candidats non retenus du rejet de leur offre ;</li> <li>- Dresser un PVR.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DRP N°7	
<b>Objet</b>	<b>IMPRESSION DE BOITES A IMAGES</b>
Date d'invitation	30/10/09
Date de dépôt des offres	09/11/09
Attributaire	<b>GRAPHICOLOR</b>
Date du bon de commande	10/03/10
Date du contrat de vente	
Montant du marché	<b>5 850 000 FCFA HT</b>
Date de réception	14/05/10
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non respect du nombre minimum de cinq (5) candidats à consulter conformément à l'article 77 du CMP (4 candidats consultés)</li> <li>- Absence de preuve de la réception des invitations par les candidats consultés (Aucun AR) ;</li> <li>- Absence de dossier administratif justifiant l'existence juridique des candidats consultés ;</li> <li>- Absence de rapport d'analyse des offres et de PV d'attribution alors que le marché a été attribué au moins disant (BRIDGE) puis résilié et confié au suivant (GRAPHICOLOR) ;</li> <li>- Absence d'ouverture des offres en séance publique ;</li> <li>- Absence d'information aux candidats non retenus ;</li> <li>- Dépouillement des offres par une Commission non conforme ;</li> <li>- Dépassement des délais de livraison sans application de pénalités de retard (délai de 10 jours dépassé) ;</li> <li>- Absence de PVR.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- inviter les soumissionnaires à l'ouverture des plis (bien que non obligatoire) ;</li> <li>- respecter les dispositions de l'article 77 du CMP en consultant au moins cinq (5) candidats à la DRP ;</li> <li>- justifier la réception des invitations aux candidats par des accusés de réception ;</li> <li>- procéder à l'ouverture des plis et à l'attribution par la Commission des marchés conforme aux actes de nomination ;</li> <li>- informer les candidats non retenus du rejet de leur offre ;</li> <li>- Appliquer les pénalités de retard prévues dans le contrat de marché ;</li> <li>- Dresser un PVR.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DRP N°8	
<b>Objet</b>	<b>ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE PTME CDV</b>
Date d'invitation	07/08/09
Date de dépôt des offres	21/08/09
Attributaire	<b>BULL</b>
Date du bon de commande	12/10/09
Date du contrat de vente	
Montant du marché	<b>3 840 393 FCFA HT</b>
Date de réception	29/12/09
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- DRP non inscrit au PPM ;</li> <li>- Absence de preuve de la réception des invitations par les candidats consultés (Aucun AR) ;</li> <li>- Absence de dossier administratif justifiant l'existence juridique des candidats consultés ;</li> <li>- Absence de preuve de la notification de l'attribution (pas d'AR) ;</li> <li>- Absence d'ouverture des offres en séance publique ;</li> <li>- Absence d'information aux candidats non retenus ;</li> <li>- Dépouillement des offres par une Commission non conforme (pas de Représentant de la Primature) ;</li> <li>- Dépassement des délais de livraison sans application de pénalités de retard (délai de 30 jours dépassé) ;</li> <li>- Absence de PVR.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Adopter la bonne pratique d'inscrire les DRP dans le PPM ;</li> <li>- inviter les soumissionnaires à l'ouverture des plis (bien que non obligatoire) ;</li> <li>- justifier la réception des invitations et des notifications d'attribution aux candidats par des accusés de réception ;</li> <li>- procéder à l'ouverture des plis et à l'attribution par la Commission des marchés conforme aux actes de nomination ;</li> <li>- informer les candidats non retenus du rejet de leur offre ;</li> <li>- Appliquer les pénalités de retard prévues dans le contrat de marché ;</li> <li>- Dresser un PVR .</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DRP N°9	
<b>Objet</b>	<b>ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU PTME CDV</b>
Date d'invitation	07/08/09
Date de dépôt des offres	19/08/09
Attributaire	<b>OFFICE CHOICE</b>
Date du bon de commande	Non disponible
Date du contrat de vente	
Montant du marché	<b>4 364 000 FCFA HT</b>
Date de réception	13/04/10
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- DRP non inscrit au PPM ;</li> <li>- Absence de preuve de la réception des invitations par les candidats consultés (Aucun AR) ;</li> <li>- Absence de preuve de la notification de l'attribution (pas d'AR) ;</li> <li>- Absence d'ouverture des offres en séance publique ;</li> <li>- Absence d'information aux candidats non retenus</li> <li>- Dépouillement des offres par une commission non conforme (pas de représentant de la Primature) ;</li> <li>- Dépassement des délais de livraison sans application de pénalités de retard (délai de 30 jours dépassé) ;</li> <li>- Absence de PVR .</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Adopter la bonne pratique d'inscrire les DRP dans le PPM ;</li> <li>- inviter les soumissionnaires à l'ouverture des plis (bien que non obligatoire) ;</li> <li>- justifier la réception des invitations et de la notification d'attribution aux candidats par des accusés de réception ;</li> <li>- procéder à l'ouverture des plis et à l'attribution par la Commission des marchés conforme aux actes de nomination ;</li> <li>- informer les candidats non retenus du rejet de leur offre ;</li> <li>- Appliquer les pénalités de retard prévues dans le contrat de marché ;</li> <li>- Dresser un PVR.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DRP N°10	
<b>Objet</b>	<b>ACHAT DE REACTIFS SECONDAIRES</b>
Date d'invitation	26/01/2009
Date de dépôt des offres	A COMPLETER
Attributaire	<b>SOTELMED</b>
Date du bon de commande	26/01/2009
Date du contrat de vente	Non Disponible
Montant du marché	<b>9 900 000 FCFA HT</b>
Date de réception	17/02/09
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de preuve de la réception des invitations par les candidats consultés (Aucun AR) ;</li> <li>- Absence de preuve de la notification de l'attribution (pas d'AR) ;</li> <li>- Absence de PV d'ouverture des offres ;</li> <li>- Absence des offres des candidats ;</li> <li>- Absence d'information aux candidats non retenus ;</li> <li>- Absence de fond de dossier pour apprécier la qualité du dépouillement et de l'exécution.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- inviter les soumissionnaires à l'ouverture des plis (bien que non obligatoire) ;</li> <li>- justifier la réception des invitations et de la notification d'attribution aux candidats par des accusés de réception ;</li> <li>- procéder à l'ouverture des plis et à l'attribution par la commission des marchés conforme aux actes de nomination ;</li> <li>- informer les candidats non retenus du rejet de leur offre ;</li> <li>- documenter le dossier en archivant l'ensemble des éléments y afférents (lettre invitation, PV d'ouverture, contrat et exécution)</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	



DRP N°11	
<b>Objet</b>	<b>IMPRESSION RECTO VERSO DE TSHIRT</b>
Date d'invitation	pas disponible
Date de dépôt des offres	pas disponibles
Attributaire	<b>GRAPHICOLOR</b>
Date du bon de commande	15/06/09
Date du contrat de vente	
Montant du marché	<b>3 270 000 FCFA HT</b>
Date de réception	16/07/09
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de preuve de la réception des invitations par les candidats consultés (Aucun AR) ;</li> <li>- Absence de preuve de la notification de l'attribution (pas d'AR)</li> <li>- Absence de PV d'ouverture des offres ;</li> <li>- Absence des offres des candidats ;</li> <li>- Absence d'information aux candidats non retenus ;</li> <li>- Absence de fond de dossier pour apprécier la qualité du dépouillement et de l'exécution</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- inviter les soumissionnaires à l'ouverture des plis (bien que non obligatoire) ;</li> <li>- justifier la réception des invitations et de la notification d'attribution aux candidats par des accusés de réception ;</li> <li>- procéder à l'ouverture des plis et à l'attribution par la commission des marchés conforme aux actes de nomination ;</li> <li>- informer les candidats non retenus du rejet de leur offre ;</li> <li>- documenter le dossier en archivant l'ensemble des éléments y afférents (lettre invitation, PV d'ouverture, contrat et exécution financière)</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DRP N°12	
Objet	IMPRESSION      BROCHURES      ET AFFICHES
Date d'invitation	pas disponible
Date de dépôt des offres	pas disponibles
Attributaire	<b>BBI</b>
Date du bon de commande	pas disponibles
Date du contrat de vente	
Montant du marché	<b>3 937 500 FCFA HT</b>
Date de réception	04/11/09
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de preuve de la réception des invitations par les candidats consultés (Aucun AR) ;</li> <li>- Absence de preuve de la notification de l'attribution (pas d'AR)</li> <li>- Absence de PV d'ouverture des offres ;</li> <li>- Absence des offres des candidats ;</li> <li>- Absence d'information aux candidats non retenus ;</li> <li>- Absence de fond de dossier pour apprécier la qualité du dépouillement et de l'exécution</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- inviter les soumissionnaires à l'ouverture des plis (bien que non obligatoire) ;</li> <li>- justifier la réception des invitations et de la notification d'attribution aux candidats par des accusés de réception ;</li> <li>- procéder à l'ouverture des plis et à l'attribution par la commission des marchés conforme aux actes de nomination ;</li> <li>- informer les candidats non retenus du rejet de leur offre ;</li> <li>- documenter le dossier en archivant l'ensemble des éléments y afférents (lettre invitation, PV d'ouverture, contrat et exécution financière)</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DRP N°13	
<b>Objet</b>	<b>ACHAT DE MATERIEL ET MOBILIER DE BUREAU</b>
Date d'invitation	24/11/08
Date de dépôt des offres	1 <sup>ER</sup> /12/08
Attributaire	<b>NOVOSEN</b>
Date du bon de commande	29/01/09
Date du contrat de vente	
Montant du marché	10 810 394 <b>FCFA HT</b>
Date de réception	27/01/09
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de preuve de la notification de l'attribution (pas d'AR) ;</li> <li>- PV d'ouverture des offres et d'attribution signé par une commission des marchés non conforme (Approbation par seul SE) ;</li> <li>- Absence d'information aux candidats non retenus ;</li> <li>- Prix du contrat supérieur à la proposition (dix millions huit cent dix mille trois cents quatre vingt quatorze (10 810 394 FCFA HT) contre neuf millions cinq cents quatre vingt onze mille cent quatre vingt quatorze (9 591 194 FCFA HT) correspondant à une commande complémentaire non contenu dans la DP)</li> <li>- livraison antérieure à la signature du marché ;</li> <li>- Pas de BC et PVR</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- inviter les soumissionnaires à l'ouverture des plis (bien que non obligatoire) ;</li> <li>- procéder à l'ouverture des plis et à l'attribution par la commission des marchés conforme aux actes de nomination ;</li> <li>- informer les candidats non retenus du rejet de leur offre ;</li> <li>- notifier le marché au candidat retenu ;</li> <li>- établir des BC et des PVR</li> <li>- Ne pas modifier la DP après attribution pour ne pas rompre l'égalité entre candidats ;</li> <li>- Eviter les régularisations de marchés pour des achats antérieurs</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DRP N°14	
<b>Objet</b>	<b>ACHAT DE SPLITS</b>
Date d'invitation	30/12/2008
Date de dépôt des offres	Non disponible
Attributaire	<b>DIGITAL PLANET</b>
Date du bon de commande	15/01/09
Date du contrat de vente	
Montant du marché	<b>8 488 136 FCFA HT</b>
Date de réception	19/02/09
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- DRP non inscrit au PPM ;</li> <li>- Absence de preuve de la réception des invitations par les candidats consultés (Aucun AR) ;</li> <li>- Absence de preuve de la notification de l'attribution (pas d'AR) ;</li> <li>- Absence de PV d'ouverture des offres ;</li> <li>- Attribution par une Commission non conforme (seul SE) ;</li> <li>- Absence des offres des candidats ;</li> <li>- Absence d'information aux candidats non retenus ;</li> <li>- Absence de PVR .</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Adopter la bonne pratique d'inscrire les DRP dans le PPM ;</li> <li>- inviter les soumissionnaires à l'ouverture des plis (bien que non obligatoire) ;</li> <li>- justifier la réception des invitations et de la notification d'attribution aux candidats par des accusés de réception ;</li> <li>- procéder à l'ouverture des plis et à l'attribution par la Commission des marchés conforme aux actes de nomination ;</li> <li>- informer les candidats non retenus du rejet de leur offre ;</li> <li>- Bien documenter le dossier en archivant l'ensemble des éléments y afférents (lettre invitation, PV d'ouverture, contrat et exécution financière) ;</li> <li>- Dresser un PVR</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

## 4.1.4. Prestations intellectuelles (PI)

Les non conformités relevées pour les prestations intellectuelles se présentent principalement comme suit :

- a) *Absence d'appel public à manifestation d'intérêt pour le marché d'évaluation de la qualité de la prise en charge des IST au Sénégal et non respect de la procédure de marché de prestation intellectuelles ;*

Ce marché d'un montant proche de 25 millions de francs n'a pas fait l'objet d'une manifestation d'intérêt publié et a été conclue avec une procédure simplifiée de consultation restreinte par demande de Curriculum vitae (Cv) par e mail sans aucune preuve de la réception des envois.

Il n'existe aucun élément dans le dossier prouvant le dépouillement des CV et le classement des candidats à présélectionner.

**Commentaires de l'AC**

*Pas nécessaire car c'est une sélection de consultant individuel, et l'évaluation est faite sur la base de leur qualification.*

- b) *Absence de preuve de la réception des invitations sur deux marchés pour lesquels les invitations s'ont été faites par mail : base de données des recherches et d'un agenda de recherches et évaluation de la qualité de la prise en charge des IST au Sénégal*

Sur deux (02) marchés de prestations intellectuelles sur trois(3), les dossiers ne renferment pas d'éléments de preuve des invitations aux candidats car les lettres ou mails ne comportent pas d'AR prouvant la réception effective des invitations.

- c) *Non respect par le CNLS de l'obligation d'informer les candidats non retenus sur aucun marché de prestations intellectuelles*

Le CNLS n'a respecté sur aucun marché de prestation intellectuelle l'obligation faite par le CMP d'informer les candidats non retenus

- d) *Absence d'inscription des marchés de prestations intellectuelles dans le PPM :*

Seuls les marchés sur l'audit des sous récipiendaires et sur les études ont été inscrits sur le PPM 2009.

Nos travaux ont porté sur les marchés suivants :

<b>N° MPI</b>	<b>OBJET</b>	<b>FOURNISSEUR</b>	<b>MONTANT</b>
01/09	Etablissement d'une base de données et d'un agenda de recherches	DR ALLE BAB DIENG	2 828 000
02/09	Audit financier des sous récipiendaires	CABINET FOCUS AUDIT ET EXPERTISE	8 800 000
03/09	Mise en œuvre du volet comportemental de l'enquête de surveillance combinée	APAPS	99 780 450
04/09	<b>Evaluation de la qualité de la prise en charge des IST au SENEGAL</b>	DR ISSA WONE	24 570 000

Nous présentons ci-après un tableau récapitulatif des non-conformités relevées sur les quatre (4) MI suivantes examinées au niveau du CNLS :

**TABLEAU N°3 : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LE CNLS CONCERNANT LES PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

NON-CONFORMITES	N° ET MONTANT DU MARCHÉ			
	CONTRAT 04/CS/09 DU 31/07/09	CONTRAT 02/Cs /09 DU 22/05/09	CONTRAT 8.14/CS/09 DU 27/04/10	CONTRAT ? DU 23/06/2009
	2 828 000 F CFA	8 800 000 F CFA	99 780 450 F CFA	24 570 000 F CFA
La manifestation d'intérêt n'a pas été lancée publiquement	N/A	N/A		✓
La liste restreinte n'est-pas conforme aux conclusions du PV d'évaluation de la manifestation d'intérêt	N/A	N/A		✓
Revue de la Demande de proposition (la DP ne comporte pas les différentes parties essentielles)	✓			
La commission des marchés ayant ouvert les plis n'est pas conforme	✓			N/A
Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux soumissionnaires	✓	✓	✓	✓
Il n'existe pas de critères d'évaluation dans la DP	✓			✓
Absence de publication de l'avis d'attribution définitive	✓	✓	✓	✓
Absence de contrôles et avis a priori de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)	N/A	N/A		N/A
La procédure a-t-elle fait l'objet de Recours et de litiges ?				
Elimination de candidats sur la base de critères contraires à la réglementation				

MPI 01/2009	
<b>Objet</b>	<b>ETABLISSEMENT D'UNE BASE DE DONNEES ET D'UN AGENDA DE RECHERCHES</b>
Date d'invitation	20/05/2008
Date de dépôt des offres	26/05/2009
Attributaire	<b>DR ALLE BAB DIENG</b>
Date du bon de commande	31/07/09
Montant du marché	<b>2 828 000FCFA HT</b>
Existence de rapport	NON
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Délai de remises des offres court (6 jours) ;</li> <li>- Ouverture des plis par une commission des marchés non conforme ;</li> <li>- Absence de critère d'évaluation dans les TDR ;</li> <li>- Non transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats ;</li> <li>- Absence d'information aux soumissionnaires non retenus de rejet de leur offre ;</li> <li>- Non justification de la notification de l'attribution ;</li> <li>- Absence de rapport d'étude.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévoir des délais raisonnable entre l'invitation et la remises des offres ;</li> <li>- procéder à l'ouverture des plis et à l'attribution par la Commission des marchés conforme aux actes de nomination ;</li> <li>- Remettre ou transmettre le P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires comme préconisée par l'article 67 du CMP ;</li> <li>- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre selon les dispositions de l'article 81 du CMP ;</li> <li>- Prévoir des critères d'évaluation dans les TDR ;</li> <li>- Justifier la notification d'attribution ;</li> <li>- Exiger le rapport d'étude avant paiement ;</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	



MPI 02/2009	
<b>Objet</b>	<b>AUDIT FINANCIER DES SOUS RECIPIENDAIRES</b>
Date d'invitation	17/04/09
Date de dépôt des offres	31/05/09
Attributaire	<b>CABINET FOCUS AUDIT ET EXPERTISE</b>
Date du bon de commande	31/07/09
Montant du marché	<b>8 800 000 FCFA HT</b>
Existence de rapport	OUI
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ouverture des plis par une Commission des marchés non conforme ;</li> <li>- Non transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats ;</li> <li>- Absence d'information aux soumissionnaires non retenus de rejet de leur offre ;</li> <li>- Non justification de la notification de l'attribution,</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- procéder à l'ouverture des plis et à l'attribution par la Commission des marchés conforme aux actes de nomination ;</li> <li>- Remettre ou transmettre le P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires comme préconisée par l'article 67 du CMP ;</li> <li>- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre selon les dispositions de l'article 81 du CMP ;</li> <li>- Justifier la notification d'attribution.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

MPI 03/2009	
<b>Objet</b>	<b>MISE EN ŒUVRE DU VOLET COMPORTEMENTAL DE L'ENQUETE DE SURVEILLANCE COMBINEE</b>
Date d'invitation	9/12/09
Date de dépôt des offres	29/01/10
Attributaire	<b>APAPS</b>
Date du bon de commande	27 Avril 2010
Montant du marché	<b>99 780 450 FCFA HT</b>
Existence de rapport	OUI
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ouverture des plis par une Commission des marchés non conforme ;</li> <li>- Non transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats ;</li> <li>- Absence d'information aux soumissionnaires non retenus de rejet de leur offre ;</li> <li>- Non justification de la notification de l'attribution,</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- procéder à l'ouverture des plis et à l'attribution par la Commission des marchés conforme aux actes de nomination ;</li> <li>- Remettre ou transmettre le P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires comme préconisée par l'article 67 du CMP ;</li> <li>- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre selon les dispositions de l'article 81 du CMP ;</li> <li>- Justifier la notification d'attribution.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

MPI 04/2009	
<b>Objet</b>	<b>EVALUATION DE LA QUALITE DE LA PRISE EN CHARGE DES IST AU SENEGAL</b>
Date d'invitation	20/05/09
Date de dépôt des offres	Non disponible
Attributaire	<b>DR ISSA WONE</b>
Date du bon de commande	23 JUI N 2009
Montant du marché	24 570 000 FCFA HT
Existence de rapport	OUI
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Montant proche du seuil et absence de MI ;</li> <li>- Absence de PV d'ouverture des plis ;</li> <li>- Non transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats</li> <li>- Absence d'information aux soumissionnaires non retenus de rejet de leur offre ;</li> <li>- Non justification de la notification de l'attribution.</li> <li>-</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lancer une MI compte tenu de la proximité du montant avec le seuil ;</li> <li>- procéder à l'ouverture des plis et à l'attribution par la Commission des marchés conforme aux actes de nomination ;</li> <li>- Remettre ou transmettre le P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires comme préconisée par l'article 67 du CMP ;</li> <li>- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre selon les dispositions de l'article 81 du CMP ;</li> <li>- Justifier la notification d'attribution.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

## 4.2. Audit de l'exécution financière

### 4.2.1. Consistance des travaux d'audit du volet financier

Les travaux ont été réalisés au niveau du CNLS pour nous assurer de :

- l'inscription de la dépense dans le budget de la structure ;
- l'existence d'un Bon de commande ;
- l'existence d'un bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées ;
- la pratique de prix normaux ;
- la conformité du contrat et de son enregistrement ;
- la justification de la dépense ;
- la conformité des clauses contractuelles et de son respect.

### 4.2.2. Constat d'audit sur le volet exécution financière

Les contrôles effectués sur l'exécution financière des marchés révèlent :

- l'absence de bon de commande et d'ordre de service pour déclencher la commande et ainsi permettre le déclenchement des délais de livraison et donc de calcul des pénalités de retard ;
- l'absence de PVR de bon de réception qui est plus fiable que le bon de livraison du Fournisseur visé ;
- l'absence de décompte de pénalités de retard dans la livraison des biens et services commandés.

## 4.3. Audit de l'exécution physique des marchés

Le contrôle physique pour les deux(2) marchés sélectionnés, porte principalement sur les aspects suivants:

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justifications technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Nos constats sont résumés comme suit :

✓ *Marche d'acquisitions de soixante dix (70) ordinateurs :*

Nous avons d'abord réclamé et obtenu les PV d'installation au niveau des régions et de remise de matériel à Dakar et rapprocher les références et quantités commandés. Ces PV ont été toutes signés par les structures bénéficiaires.

Un procès verbal de réception pour *soixante dix (70)* ordinateurs a été signé et est conforme au bon de livraison du fournisseur.

Nous avons ensuite procédé à l'inspection physique de visu des machines affectés au personnel du Siège et par rapprochement avec les PV de remise. Cette inspection a porté sur dix (10) machines sur soixante dix (70) et n'a rien révélé.

✓ *Marché d'acquisitions de mobilier de bureau en cinq (5) lots :*

L'audit physique a d'abord consisté à s'assurer de l'existence des bon de réception pour les cinq (5) lots avec l'obtention des BL visés conformes par les structures du CNLS.

Cependant, nous n'avons pas obtenu les procès verbaux dressé par le CNLS et attestant de la réception effective des biens.

Nos travaux ont ensuite porté sur l'inspection physique sur le site du nouveau Siège en construction pour s'assurer de l'existence des biens.

Cette inspection compte tenu des conditions de stockage des biens n'a pu porter que sur quelques articles suivants :

**Lot 1 :**

- Armoires,
- Sièges visiteurs,
- Bureaux,
- Banquettes 3 places

**Lot 2 :**

- Fontaines,
- Cafetières,
- Coffre fort ;
- Splits ;
- Sièges visiteurs,
- Bureaux,

**Lot 3:**

- Imprimantes réseau,
- Micro ordinateurs ;
- Scanners ;
- Imprimantes couleur ;
- Photocopieurs numériques ;

**Lot 5 :**

- Deux (2) groupes électrogènes de 250 Kva et 40 Kva

Les quantités et spécifications pour toutes les articles inspectés sont conformés au marché.

✓ *Marché de prestations intellectuelles :*

Nos travaux ont consisté à nous assurer de l'existence de rapports provisoires ou d'étape et/ définitifs justifiant les prestations effectuées et d'apprécier l'adéquation des paiements.

Deux(2) des marchés (Audit des sous récipiendaires et Evaluation de la qualité de la prise en charge des IST au SENEGAL) ont été exécutés et payés et les rapports disponibles.

Le marché sur le volet comportemental est toujours en cours et a fait l'objet de rapport d'étape et de paiements partiels

## 5. RECOMMANDATIONS

### 5.1. Recommandations sur le dispositif des marchés

- ✓ la mise en conformité de la Commission des Marchés aux dispositions du Code et le pourvoi des membres suppléants;

Le CNLS doit se conformer aux dispositions du CMP en désignant nominativement les membres titulaires de la Commission les marchés et des suppléants et en leur faisant signer la déclaration de prise de connaissance de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marché publics prévue par le Décret N°2005-576 du 22 juin 2005.

- ✓ la mise en place d'une Cellule de Passation de Marchés et la préparation des rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés doit établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances ;

Les rapports trimestriels d'activités doivent être transmis à la DCMP suivant le modèle figurant dans le site officiel des marchés publics. Ce rapport permet d'alimenter les statistiques établies régulièrement par la DCMP.

- ✓ l'élaboration de rapport annuel sur les marchés par la Commission des marchés ;

L'élaboration par la Commission des marchés du rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente est une obligation fixée par le CMP. Ce rapport doit être établi et transmis à l'ARMP avant le 31 mars de chaque année. Entre autres informations, ce rapport fournit la liste des entreprises défaillantes et précise la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

- ✓ l'élaboration chaque année d'un Plan de passation des marchés conformément aux dispositions du CMP et que l'obligation de le déposer avant le 31 janvier soit satisfaite.

## 5.2. Recommandations relatives aux marchés

### 5.2. 1. Recommandations relatives aux AOO

Nos recommandations sont détaillées dans les différentes fiches présentées dans la partie quatre ( 04 ) et peuvent être résumés comme suit :

- L'obligation de remise ou de transmission des P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires comme préconisée par l'article 67 du CMP ;
- l'obligation d'information les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre selon les dispositions de l'article 81 du CMP ;
- le dressement d'un PV d'ouverture et d'attribution pour chaque marché lancé ;
- le respect de la composition de la Commission des marchés dans les ouvertures de plis ou la justification motivée de la mutation de la composition de cette commission ;
- Le respect de la cohérence entre les données du DAO et de l'avis d'appel d'offres en termes de garantie et de délais ;
- L'obligation de publication des avis d'attribution provisoire et définitive en vertu des dispositions des articles 56 et 84 du Code des Marchés Publics.
- La nécessité de l'archivage des dossiers des soumissionnaires non retenus pour le contrôle a posteriori des marchés.

### 5.2. 2. Recommandations relatives aux DRP

Comme pour les AAO, nos recommandations ont été détaillées dans les fiches de DRP et résumés comme suit :

- ✓ *Non inscription au PPM*

Bien que cette étape ne soit pas une obligation, l'inscription des DRP au PPM constitue une bonne pratique.

Cette pratique n'a pas été constatée pour la quasi totalité des DRP passées par le CNLS au cours de l'année 2009.



✓ *Dépassement du seuil d'application de la procédure de DRP*

Le CNLS a fait recours à la procédure de DRP pour le marché de COMPUSYS pour un montant de vingt millions cinq cent soixante dix neuf mille deux cents francs (20 579 200 FCFA TTC )alors que le seuil prévu par la réglementation était dépassé pour ce marché.

Ce marché aurait dû faire l'objet d'un appel d'offres ouvert avec un DAO complet.

✓ *Ouverture des plis en séance publique*

Cette étape n'est pas une obligation mais elle constitue une bonne pratique.

Sur aucune des DRP examinées, l'ouverture des plis ne s'est faite en séance publique.

✓ *L'absence de Publicité des DRP lancées*

Il n'existe pas systématiquement de preuve démontrant que les lettres d'invitation ont été envoyées aux candidats et reçues par ceux-ci.

Les lettres d'invitation contenant dans la plupart des dossiers DRP ne comportent pas d'accusé de réception des candidats sélectionnés.

✓ *Dépouillement des offres par une Commission non conforme :*

L'essentiel des DRP ont été dépouillées par une Commission non conforme à la commission mise en place par Note de service au sein du CNLS et les décisions d'attribution prise soit par le seul Secrétaire Exécutif ou la commission non conforme( SEA/RAF/Chargé du FM Pharmacien/Consultant SPM).

### 5.2.3. Recommandations relatives aux PI

- Respecter la procédure de marché de prestations intellectuelles en procédant à la présélection des candidats au moyen d'appel public à manifestation d'intérêt lorsque le seuil est atteint ;
- S'assurer que les dossiers de consultations envoyés aux candidats présélectionnés sont bien réceptionnés en exigeant un accusé de réception (Cas des consultations par mail et courrier) ;
- Respecter l'obligation d'informer les candidats non retenus à la fin de la consultation ;
- Inscrire les marchés de prestations intellectuelles dans le PPM de façon claire et non équivoque.

#### 5.2.4. Recommandations relatives au classement et à l'archivage

Le CNLS devrait améliorer son système de classement concernant la passation des marchés pour respecter les instructions de l'ARMP.

Il devra veiller à ce que toutes les pièces (ou copies de pièces) depuis le Plan de Passation des Marchés jusqu'au règlement des fournisseurs/prestataires soient présentes dans les dossiers de marchés. Ce système serait de nature à faciliter les contrôles ultérieurs sur les procédures de passation des marchés.

### 5.3. Recommandations relatives à l'exécution financière

La recommandation majeure concernant l'exécution financière porte principalement sur la nécessité de dresser des procès verbaux de réception ou de dresser des attestations de service fait pour attester de la réception des biens et services et justifier des règlements effectués.

Elle consiste également à systématiser le bon de commande ou l'ordre de service fait au fournisseur pour une correcte détermination des délais de livraison et donc des éventuelles pénalités de retard.

### 5.4. Recommandations relatives à l'audit physique

Nos recommandations sur l'audit physique portent sur la nécessité pour la CNLS de prévoir une commission de réception qui contrôle la conformité des réceptions et qui dresse à chaque occasion un procès verbal.

Elle porte également sur l'importance de pouvoir procéder à un inventaire physique à tout moment afin de s'assurer de la réalité physique au niveau du CNLS des biens commandés et reçus.